

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE RELATIVE A LA VALORISATION ET A L'OUVERTURE OCCASIONNELLE AU PUBLIC DES BIENS EXCEPTIONNELS

Art. 1. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE. 1. **Généralités**

Section. 1. **Définitions**

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

2° le Ministre : le Ministre en charge du Patrimoine ;

3° le Comité : le comité d'experts indépendants visé à l'article 3 ;

4° l'Administration : le service public régional Bruxelles Urbanisme et Patrimoine ;

5° le CoBAT : le Code bruxellois de l'aménagement du territoire ;

6° le bien exceptionnel ou le bien : l'immeuble, le monument ou le site, ou l'ensemble de monuments et sites, le bâtiment, le cas échéant ses abords, qui est ou sont inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO conformément à l'article 11 de la Convention du 16 novembre 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.

Section. 2. **Le Comité**

Art. 3. §1^{er}. Dans le cadre de la procédure visée au chapitre 2, le Comité est chargé de donner des avis sur les modalités de l'ouverture occasionnelle au public d'un bien exceptionnel. Ces avis sont motivés.

§2. Le Comité d'experts indépendants se compose des membres de la Commission royale des Monuments et des Sites.

§3. Le Comité peut également se faire assister par des experts externes spécialisés dans l'ouverture et la sécurité de bien exceptionnel ouvert au public.

§4. Les avis du Comité sont réunis dans un registre. L'Administration assure la publication des avis sur un réseau d'informations accessible au public.

CHAPITRE. 2. **L'ouverture occasionnelle au public**

Section. 1. Procédure

Art. 4. §1^{er}. Le Gouvernement peut décider de l'ouverture occasionnelle au public d'un ou de plusieurs biens exceptionnels selon les modalités qu'il fixe en conformité avec la présente ordonnance.

§2. A la demande motivée du Ministre, l'administration informe par courrier recommandé, le propriétaire, et, le cas échéant, l'occupant, les titulaires de droits réels et les titulaires de droits personnels enregistrés, que le Gouvernement va statuer sur l'ouverture occasionnelle au public du bien après un délai d'au moins cent-vingt jours au terme de la présente procédure. Elles les informe qu'ils peuvent être entendus par le Ministre ou son délégué dans ce cadre. Cette demande doit être formulée dans les quinze jours de cette information.

En même temps, l'Administration fait publier un avis au Moniteur belge annonçant que le Gouvernement va statuer sur l'ouverture occasionnelle au public du bien.

Elle sollicite également, simultanément, l'avis du Comité. L'avis du Comité est émis et notifié dans les trente jours de la réception de sa saisine, sans préjudice de l'article 3, § 5, alinéa 2. Passé ce délai, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis émis hors délai.

Art. 5. Les représentants de l'Administration et le Comité, munis des pièces justificatives de leur fonction, peuvent, entre 8 heures et 20 heures, visiter le bien exceptionnel moyennant le consentement écrit et préalable du propriétaire de celui-ci ou de son occupant. En cas de refus, les représentants de l'Administration et le Comité ne peuvent réaliser la visite que moyennant l'autorisation préalable du juge de paix compétent en fonction de la situation du bien concerné.

Ils dressent un rapport de leur visite et le notifient au Ministre.

Art. 6. §1^{er}. Dans un délai de 30 jours à partir de l'information visée à l'article 4, §2, le titulaire de droits l'y autorisant peut solliciter la conclusion d'une convention organisant les modalités de l'ouverture occasionnelle du bien au public.

Cette demande est adressée par courrier recommandé à l'Administration.

A défaut d'envoi dans ce délai, la procédure est poursuivie.

§2. Si le titulaire de droits a adressé le courrier recommandé visé au paragraphe 1^{er}, la procédure est suspendue.

Les modalités de l'ouverture occasionnelle du bien au public sont négociées entre le titulaire des droits l'y autorisant et le Ministre ou son délégué.

La convention doit à tout le moins déterminer :

- 1° la durée de ses effets ;
- 2° les périodes d'ouverture du bien au public et les horaires, en ce compris les périodes nécessaires à l'organisation de cette ouverture ;
- 3° les modalités organisationnelles et infrastructurelles d'accès et de visite du bien, qui peuvent aussi porter sur les conditions d'accès au public au bien et de déroulement des visites ;
- 4° le coût d'accès pour les visiteurs, qui peut être nul ;

5° le cas échéant, le bénéficiaire des rentrées des visiteurs, qui peut être le propriétaire ;

6° les modalités relative aux assurances éventuellement souscrites.

La convention prévoit également l'obligation du cocontractant d'imposer les droits et obligations issus de la convention à tout tiers auquel il céderait ses droits.

Tous les frais liés à l'ouverture occasionnelle du bien au public sont pris en charge par la Région.

§3. La convention est approuvée par le Gouvernement. Elle est signée par chaque partie, dont le Ministre compétent. L'arrêté portant approbation de la convention est publié par mention au Moniteur belge. Le cas échéant, les conditions d'accès au public au bien et de déroulement des visites sont publiées également.

§4. En l'absence de signature de la convention dans un délai de soixante jours à partir de l'envoi du courrier recommandé visé au paragraphe 1^{er}, la procédure est poursuivie unilatéralement par le Gouvernement conformément à l'article 7.

Les parties peuvent décider, de commun accord, de prolonger le délai visé à l'alinéa précédent. La procédure est suspendue pour le même délai.

Art. 7. §1^{er}. A l'expiration du délai visé à l'article 6, §1^{er} ou au §4 du même article, le Gouvernement peut, sur proposition du Ministre, prendre un arrêté décidant de l'ouverture occasionnelle au public du bien. Cet arrêté doit être adopté dans les six mois de la publication au Moniteur belge de l'avis visé à l'article 4, §2, alinéa 2, sans préjudice de la suspension éventuelle de ce délai en application de l'article 6, §§2 et 4.

Avant d'adopter cet arrêté, l'Administration informe par courrier recommandé le propriétaire et, le cas échéant, les titulaires de droits réels, les titulaires de droits personnels enregistrés et l'occupant et les titulaires d'autres droits s'ils se sont manifestés, qu'ils peuvent être entendus par le Ministre ou son délégué dans le délai et suivant les modalités qu'elle détermine. Ce délai doit être au minimum de quinze jours à compter de la demande d'audition. La demande d'audition doit avoir lieu dans les quinze jours de l'information. Le projet d'arrêté leur est notifié au moins dix jours avant l'audition éventuelle.

En même temps qu'elle les informe qu'ils peuvent être entendus, l'Administration leur transmet également l'avant-projet d'arrêté établi par le Ministre. Cet avant-projet reprend les modalités visées au paragraphe suivant.

A défaut d'adoption de l'arrêté dans le délai visé à l'alinéa premier, la procédure est caduque.

§2. L'arrêté fixe les modalités de l'ouverture occasionnelle du bien au public dont notamment :

1° la durée des effets de l'arrêté, laquelle ne peut dépasser cinq années ;

2° les périodes d'ouverture du bien au public et les horaires, en ce compris les périodes nécessaires à l'organisation de cette ouverture ;

3° les modalités organisationnelles et infrastructurelles d'accès et de visite du bien, qui peuvent aussi porter sur les conditions d'accès du public au bien et de déroulement des visites ;

4° le coût d'accès pour les visiteurs, qui peut être nul ;

5° le cas échéant, le bénéficiaire des rentrées des visiteurs, qui doit en priorité être affecté à la gestion du bien ;

6° les modalités relative aux assurances éventuellement souscrites ;

7° son entrée en vigueur.

Les visites peuvent être organisées par un tiers désigné dans l'arrêté.

Tous les frais liés à l'ouverture du bien au public sont pris en charge par la Région.

Les périodes d'ouverture occasionnelle du bien au public ne peuvent pas excéder quinze jours par année.

§3. L'arrêté décidant de l'ouverture occasionnelle du bien au public est notifié :

1° au Comité ;

2° au propriétaire et, le cas échéant, aux titulaires de droits réels, aux titulaires de droits personnels enregistrés et, le cas échéant, à l'occupant et aux titulaires d'autres droits s'ils se sont manifestés.

Il est publié au Moniteur belge.

§4. A l'égard des personnes auxquelles l'arrêté décidant de l'ouverture occasionnelle du bien au public est notifié conformément au paragraphe 3, l'arrêté est obligatoire dès sa notification si elle précède la publication au Moniteur belge.

Section. 2. **Effets**

Art. 8. §1^{er}. Sans préjudice des obligations auxquelles est tenu le propriétaire conformément aux articles 231 et 232 du CoBAT, dès la publication de l'avis visé à l'article 4, §2, alinéa 2, quiconque est tenu de s'abstenir de poser tout acte qui pourrait constituer un obstacle à l'ouverture occasionnelle du bien au public et de respecter les modalités de cette ouverture fixées par le Gouvernement.

A défaut, les sanctions visées au chapitre 3 sont applicables.

§2. Dès que l'arrêté décidant de l'ouverture occasionnelle du bien au public devient obligatoire conformément à l'article 7, §4, la Région peut intervenir dans les travaux de conservation du bien suivant des conditions à fixer par le Gouvernement.

Ces conditions sont fixées conformément à l'article 241 du CoBAT.

Le taux d'intervention de la Région peut être plus élevé que celui appliqué sur la base de l'article 240 du CoBAT.

§3. Le propriétaire et, le cas échéant, l'occupant, les titulaires de droits réels, les titulaires de droits personnels enregistrés et, le cas échéant, les titulaires d'autres droits s'ils se sont manifestés, doivent, avant de céder un droit quelconque sur le bien, informer :

1° le cessionnaire ou le futur cessionnaire, de l'ouverture occasionnelle du bien au public, de ses modalités et des conséquences qui en découlent ;

2° l'Administration, de l'identité et de l'adresse du cessionnaire.

L'ouverture occasionnelle du bien au public et ses modalités sont, en toute hypothèse, opposables au cessionnaire et à tout détenteur de droit sur le bien.

Toute convention conclue en méconnaissance de cette disposition est nulle de plein droit.

§4. Un mois avant le premier jour de la date d'ouverture occasionnelle du bien au public, telle que fixée dans la convention visée à l'article 6 ou dans l'arrêté visé à l'article 7, l'Administration réalise un état des lieux du bien après avoir convoqué le propriétaire et, le cas échéant, l'occupant, les titulaires de

droits réels, les titulaires de droits personnels enregistrés et les titulaires d'autres droits s'ils se sont manifestés.

Cet état des lieux est signé par un représentant de l'Administration et par le propriétaire et, le cas échéant, l'occupant, les titulaires de droits réels, les titulaires de droits personnels enregistrés et les titulaires d'autres droits s'ils se sont manifestés.

Tous les frais sont pris en charge par l'Administration.

Section. 3. Prolongation

Art. 9. §1^{er}. Avant son terme, la durée des effets de la convention visée à l'article 7 peut être prolongée, de commun accord, suivant une convention dont le contenu comprend au minimum le contenu de l'article 6, § 2.

La durée des effets de l'arrêté visé à l'article 7 peut également être prolongée par arrêté du Gouvernement, sur avis du Comité, pour une durée, renouvelable, qui ne peut dépasser cinq années.

§2. L'avant-projet d'arrêté prolongeant les effets de l'ouverture occasionnelle au public est notifié par courrier recommandé :

1° au Comité ;

2° au propriétaire et, le cas échéant, aux titulaires de droits réels, aux titulaires de droits personnels enregistrés et, le cas échéant, à l'occupant et aux titulaires d'autres droits s'ils se sont manifestés.

Dans les quarante-cinq jours de ces notifications, leurs destinataires peuvent faire valoir par écrit leurs observations. Passé ce délai, la procédure peut être poursuivie.

L'Administration permet aux personnes notifiées d'être entendues par le Ministre et son délégué dans le délai et suivant les modalités qu'elle détermine. Ce délai doit être au minimum de quinze jours.

Section. 4. Fin de l'ouverture occasionnelle au public

Art. 10. L'ouverture du bien au public prend fin soit à l'expiration du terme fixé, soit lorsque le Gouvernement décide d'y mettre fin si des circonstances nouvelles la rendent impossibles ou suppriment son intérêt.

Si, à l'issue de la durée d'ouverture au public, l'état du bien ne correspond pas à celui déterminé par l'état des lieux visé à l'article 8, §4, il fait l'objet d'une remise dans son état initial aux frais de la Région, sauf si cela découle d'un cas de force majeure ou d'un fait imputable au propriétaire, à l'occupant, aux titulaires de droits réels, aux titulaires de droits personnels enregistrés, ou, le cas échéant, aux titulaires d'autres droits, ou encore à des tiers.

CHAPITRE. 3. Infractions et sanctions administratives

Section. 1. Actes constitutifs d'infraction

Art. 11. Sauf application du titre X du CoBAT, constitue une infraction le fait :

1° de poser tout acte qui fait obstacle d'une quelconque manière que ce soit à l'ouverture occasionnelle du bien au public conformément aux modalités visées par la présente ordonnance ;

2° de ne pas respecter les modalités d'ouverture occasionnelle du bien au public fixées dans la convention visée à l'article 6 ou l'arrêté visé à l'article 7.

Section. 2. **Constatation des infractions**

Art. 12. Les fonctionnaires constatateurs ont qualité pour rechercher et constater par procès-verbal les infractions déterminées à l'article 11.

Ces fonctionnaires ont accès à tous lieux pour faire toutes recherches et constatations utiles. Ils peuvent se faire communiquer tous les renseignements en rapport avec ces recherches et constatations et interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de leur mission et en rapport avec ces recherches et constatations.

Lorsque les opérations revêtent le caractère de visites domiciliaires, les fonctionnaires ne peuvent y procéder que s'il y a des indices d'infraction et que la personne présente sur place y a consenti ou à condition d'y être autorisés par le juge de police.

Art. 13. Les infractions énumérées à l'article 11 peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à la section 3.

Tout procès-verbal constatant une infraction est transmis par envoi recommandé ou tout autre moyen offrant une garantie équivalente, dans les dix jours du constat de l'infraction au fonctionnaire sanctionnateur.

Section. 3. **Des amendes administratives**

Art. 14. § 1er. Est passible d'une amende administrative de 250 à 10.000 euros en fonction du nombre et de la gravité des infractions constatées, toute personne ayant commis une des infractions visées à l'article 11.

§ 2. Si une nouvelle infraction est constatée à charge de la même personne dans les cinq ans à compter de la date du premier constat, les montants prévus au paragraphe précédent sont doublés.

Art. 15. L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

Art. 16. § 1er. Le fonctionnaire sanctionnateur entame la procédure d'amende administrative.

§ 2. Avant de prendre une décision, le fonctionnaire sanctionnateur avise le contrevenant, par envoi recommandé, de l'intentement de la procédure à son encontre. Il y énumère les infractions en cause ainsi que les sanctions encourues et invite le contrevenant à faire valoir ses moyens de défense en mentionnant qu'il le droit de solliciter la présentation orale de sa défense. Dans ce cas, le contrevenant est convoqué pour audition par le fonctionnaire sanctionnateur.

Les moyens de défense doivent être présentés par un écrit adressé par envoi recommandé dans les trente jours à compter de la réception de l'invitation qui lui en est faite.

§ 3. Lorsqu'il adresse au contrevenant le courrier visé au paragraphe 2, le fonctionnaire sanctionnateur en adresse simultanément une copie au fonctionnaire délégué.

Art. 17. § 1er. Le fonctionnaire sanctionnateur peut, selon les circonstances :

- 1° infliger une amende administrative du chef de l'infraction;
- 2° suspendre le prononcé de sa décision jusqu'au terme d'un délai qu'il fixe, ce délai devant être mis à profit par le contrevenant pour mettre fin à l'infraction;
- 3° infliger une amende administrative en distinguant la partie du montant de cette amende qui doit être payée conformément à l'article 18 et la partie de l'amende qui ne devra être payée qu'à défaut pour le contrevenant d'avoir mis fin totalement à l'infraction à l'expiration du délai fixé conformément au 2° ;
- 4° décider qu'en raison de la force majeure dûment invoquée et motivée par le contrevenant, il n'y a pas lieu d'infliger une amende administrative;
- 5° décider, s'il a été mis fin à l'infraction durant la procédure, d'infliger une amende administrative fixée à un montant tenant compte de cette cessation d'infraction.

§ 2. Dans tous les cas, le fonctionnaire sanctionnateur peut prendre en compte des circonstances atténuantes pouvant l'amener à réduire le montant de l'amende administrative, le cas échéant en-dessous des minima fixés par l'article 14.

§ 3. Dans tous les cas, le fonctionnaire sanctionnateur peut décider qu'il sera sursis, en tout ou en partie, à l'exécution de sa décision infligeant une amende administrative, pendant une période de référence de minimum un an et de maximum trois ans à compter de la date de la notification de sa décision.

Le sursis est révoqué de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant la période de référence et ayant entraîné l'application d'une amende administrative d'un niveau supérieur à celui de l'amende administrative antérieurement assortie du sursis. Le fonctionnaire sanctionnateur peut décider de révoquer le sursis en cas de nouvelle infraction commise pendant la période de référence et ayant entraîné l'application d'une amende administrative d'un niveau égal ou inférieur à celui de l'amende administrative antérieurement assortie du sursis.

L'amende administrative qui devient exécutoire par suite de la révocation du sursis est cumulée sans limite avec celle infligée du chef de la nouvelle infraction

Art. 18. § 1er. La décision d'infliger une amende administrative fixe le montant de celle-ci et invite le contrevenant à acquitter l'amende dans un délai de trente jours à dater de la notification par versement au compte de la Région, mentionné dans le formulaire qui y est joint.

§ 2. La décision prise en application de l'article 17 est notifiée dans les dix jours de la décision par envoi recommandé.

Art. 19. Un recours en réformation est ouvert auprès du fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement à toute personne condamnée au paiement d'une amende administrative. Ce recours, de même que le délai pour le former, est suspensif.

Le recours est introduit par envoi recommandé adressé au fonctionnaire visé à l'alinéa 1er dans les trente jours qui suivent la notification de la décision infligeant une amende administrative. Dans son recours, le requérant peut demander à être entendu.

La décision est notifiée au requérant. Simultanément, une copie est notifiée au fonctionnaire sanctionnateur et au fonctionnaire délégué.

CHAPITRE. 4. **Dispositions finales**

Section. 1. **Délégations**

Art. 20. §1^{er}. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires de l'Administration qui sont délégués aux fins précisées par la présente ordonnance.

§2. Le Gouvernement détermine, le cas échéant, les incompatibilités et les interdictions de conflits d'intérêts qui pèseraient sur ces fonctionnaires.

Section. 2. **Entrée en vigueur**

Art. 21. La présente ordonnance entre en vigueur à une date arrêtée par le Gouvernement.



Sven GATZ

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE OVER DE OPWAARDERING EN DE OCCASIONELE OPENING VOOR HET PUBLIEK VAN UITZONDERLIJKE GOEDEREN

Art. 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK. 1. **Algemeen**

Afdeling. 1. **Definities:**

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder:

- 1° de Regering: de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- 2° de Minister: de minister bevoegd voor Erfgoed;
- 3° het Comité: het in artikel 3 bedoelde comité van onafhankelijke experts;
- 4° het Bestuur: de gewestelijke overheidsdienst Brussel Stedenbouw en Erfgoed;
- 5° het BWRO: het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;
- 6° het uitzonderlijke goed of het goed: het gebouw, monument of landschap of het geheel van monumenten en landschappen, het pand, desgevallend de omgeving ervan, dat ingeschreven is of die ingeschreven zijn op de Werelderfgoedlijst van Unesco, overeenkomstig artikel 11 van de overeenkomst van 16 november 1972 inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld.

Afdeling. 2. **Het Comité**

Art. 3. § 1, In het kader van de in hoofdstuk 2 bedoelde procedure heeft het Comité de opdracht heeft om adviezen te geven over de modaliteiten van de occasionele opening voor het publiek van een uitzonderlijk goed. Deze adviezen worden gemotiveerd.

§ 2. Het Comité van onafhankelijke experts bestaat uit leden van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

§ 3. Het Comité kan zich laten bijstaan door externe deskundigen die gespecialiseerd zijn in de opening en veiligheid van uitzonderlijke goederen die worden opengesteld voor het publiek.

§ 4. De adviezen van het Comité worden samengebracht in een register. Het Bestuur zorgt voor de bekendmaking van de adviezen op een publiek toegankelijk informatienetwerk.

HOOFDSTUK. 2. **De occasionele opening voor het publiek**

Section. 1. **Procedure**

Art. 4. § 1. De Regering kan beslissen om een of meerdere uitzonderlijke goederen occasioneel open te stellen voor het publiek, op basis van de modaliteiten die ze overeenkomstig deze ordonnantie vastlegt.

§ 2. Op gemotiveerd verzoek van de Minister licht het Bestuur de eigenaar, en in voorkomend geval de bewoner, de houders van zakelijke rechten en de geregistreerde houders van persoonlijke rechten er per aangetekende brief over in dat de Regering binnen een termijn van minstens honderdtwintig dagen na afloop van deze procedure een uitspraak zal doen over de occasionele opening van het goed voor het publiek. Het licht hen erover in dat ze in dat kader door de Minister of zijn afgevaardigde kunnen worden gehoord. Deze aanvraag moet binnen de vijftien dagen na deze mededeling worden geformuleerd.

Terzelfdertijd laat het Bestuur een bericht publiceren in het Belgisch Staatsblad waarin wordt aangekondigd dat de Regering een uitspraak zal doen over de occasionele opening van het goed voor het publiek.

Het vraagt ook gelijktijdig het advies van het Comité aan. Het advies van het Comité wordt uitgebracht en ter kennis gebracht binnen de dertig dagen na ontvangst van de adviesvraag, onverminderd artikel 3, § 5, tweede lid. Als deze termijn verstrijkt, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening moet worden gehouden met enig advies dat na die termijn werd uitgebracht.

Art. 5. De afgevaardigden van het Bestuur en het Comité kunnen, voorzien van de verantwoordingsstukken van hun functie, tussen 8 uur en 20 uur het uitzonderlijke goed bezoeken, mits de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de eigenaar of van de bewoner ervan. In geval van weigering kunnen de afgevaardigden van het Bestuur en het Comité het goed slechts bezoeken mits de voorafgaande toestemming van de bevoegde vrederechter, al naargelang de toestand waarin het betrokken goed zich bevindt.

Ze stellen een verslag van hun bezoek op en brengen het ter kennis van de Minister.

Art. 6. §1. Binnen dertig dagen na de in artikel 4, § 2 bedoelde inlichting kan de houder van de rechten die hem daartoe machtigen de afsluiting van een overeenkomst tot organisatie van de modaliteiten voor de occasionele opening van het goed voor het publiek aanvragen.

Die aanvraag wordt per aangetekende zending aan het Bestuur bezorgd.

Als er binnen die termijn geen verzending is, wordt de procedure voortgezet.

§2. Als de rechtenhouder de in paragraaf 1 bedoelde aanvraag heeft verzonden, wordt de procedure opgeschort.

De modaliteiten van de occasionele opening van het goed voor het publiek worden onderhandeld tussen de houder van de rechten die hem daartoe machtigen en de Minister of haar afgevaardigde.

De overeenkomst moet minstens het volgende vastleggen:

1° de termijn van de gevolgen ervan;

2° de openingsperiodes van het goed voor het publiek en de uurregelingen, met inbegrip van de periodes die nodig zijn voor de organisatie van deze opening;

3° de organisatie- en infrastructuurmodaliteiten voor de toegang tot en het bezoek van het goed, die ook betrekking kunnen hebben op de voorwaarden voor de toegang van het publiek tot het goed en voor het verloop van de bezoeken;

4° de toegangskosten voor bezoekers. Deze toegang kan gratis zijn;

5° in voorkomend geval de begunstigde van de bezoekersinkomsten. De begunstigde kan de eigenaar zijn;

6° de modaliteiten van de eventueel afgesloten verzekeringen.

De overeenkomst voorziet ook dat de medecontractant de uit de overeenkomst voortvloeiende rechten en verplichtingen moet opleggen aan elke derde aan wie hij zijn rechten zou overdragen.

Het Gewest draagt alle kosten voor de occasionele opening van het goed voor het publiek.

§3. De overeenkomst wordt goedgekeurd door de Regering. Ze wordt ondertekend door elke partij, waaronder de bevoegde Minister. Het besluit houdende goedkeuring van de overeenkomst wordt door gewone vermelding in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd. De voorwaarden voor de toegang van het publiek tot het goed en voor het verloop van de bezoeken worden ook gepubliceerd.

§4. Als de overeenkomst binnen een termijn van zestig dagen vanaf de in paragraaf 1 bedoelde verzending van de aanvraag niet ondertekend is, zet de Regering de procedure overeenkomstig artikel 7 eenzijdig voort.

De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming beslissen om de in het vorige lid bedoelde termijn te verlengen. De procedure wordt voor dezelfde termijn opgeschort.

Art. 7. §1. Na het verstrijken van de in artikel 6, §1 of §4 bedoelde termijn, kan de Regering, op voorstel van de Minister, een besluit tot occasionele opening voor het publiek van het goed aannemen. Dat besluit moet worden goedgekeurd binnen zes maanden nadat het in artikel 4, §2, tweede lid bedoelde bericht in het Belgisch Staatsblad wordt gepubliceerd, onverminderd de eventuele opschorting van deze termijn in toepassing van artikel 6, §§2 en 4.

Voordat dit besluit wordt goedgekeurd, licht het Bestuur de eigenaar en, in voorkomend geval, de houders van zakelijke rechten, de geregistreerde houders van persoonlijke rechten, de bewoner en de andere rechtenhouders als die zich hebben aangediend er via een aangetekende zending over in dat ze door de Minister of haar afgevaardigde kunnen worden gehoord, binnen de termijn en op basis van de modaliteiten die door haar worden vastgelegd. Deze termijn moet minstens vijftien dagen bedragen, vanaf de aanvraag tot hoorzitting. De aanvraag tot hoorzitting moet binnen vijftien dagen na de inlichting worden ingediend. Het ontwerpbesluit wordt hun minstens tien dagen voor de eventuele hoorzitting ter kennis gebracht.

Op hetzelfde moment dat het hen erover inlicht dat ze gehoord kunnen worden, bezorgt het Bestuur hun ook het door de Minister opgestelde voorontwerp van besluit. Dat voorontwerp bevat de in de volgende paragraaf bedoelde modaliteiten.

Als binnen de in het eerste lid bedoelde termijn geen besluit wordt goedgekeurd, is de procedure vervallen.

§2. Het besluit legt de modaliteiten voor de occasionele opening van het goed voor het publiek vast, waaronder met name:

1° de termijn van de gevolgen van het besluit, die niet langer dan vijf jaar mag duren;

2° de openingsperiodes van het goed voor het publiek en de uurregelingen, met inbegrip van de periodes die nodig zijn voor de organisatie van deze opening;

3° de organisatie- en infrastructuurmodaliteiten voor de toegang tot en het bezoek van het goed, die ook betrekking kunnen hebben op de voorwaarden voor de toegang van het publiek tot het goed en voor het verloop van de bezoeken;

4° de toegangskosten voor bezoekers. Deze toegang kan gratis zijn;

5° in voorkomend geval de begunstigde van de bezoekersinkomsten, die bij voorkeur voor de beheerder van het goed bestemd moeten zijn;

6° de modaliteiten van de eventueel afgesloten verzekeringen;

7° de inwerkingtreding ervan.

De bezoeken kunnen worden georganiseerd door een derde die in het besluit wordt aangesteld.

Het Gewest draagt alle kosten voor de opening van het goed voor het publiek.

De periodes waarin het goed occasioneel wordt opengesteld voor het publiek mogen niet langer dan vijftien dagen per jaar bedragen.

§3. Het besluit tot occasionele opening van het goed voor het publiek wordt ter kennis gebracht van:

1° het Comité;

2° de eigenaar en, in voorkomend geval, de houders van zakelijke rechten, de geregistreerde houders van persoonlijke rechten en, in voorkomend geval, de bewoner en de andere rechthouders als die zich hebben aangediend

Het wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

§4. Het besluit tot occasionele opening van het goed voor het publiek is vanaf de kennisgeving ervan, als deze kennisgeving de publicatie in het Belgisch Staatsblad voorafgaat, verplicht ten aanzien van de personen waaraan het overeenkomstig paragraaf 3 ter kennis wordt gebracht.

Section. 2. Gevolgen

Art. 8. §1. Onverminderd de verplichting waar de eigenaar overeenkomstig de artikelen 231 en 232 van het BWRO aan gehouden is en vanaf de publicatie van het in artikel 4, §2, tweede lid bedoelde bericht is iedereen verplicht om zich te onthouden van elke handeling die een belemmering zou kunnen vormen voor de occasionele opening van het goed voor het publiek en om de door de Regering vastgelegde modaliteiten voor deze opening na te leven.

Als dat niet gebeurt, zijn de in hoofdstuk 3 bedoelde sancties van toepassing.

§2. Van zodra het besluit tot occasionele opening van het goed voor het publiek overeenkomstig artikel 7, §4 verplicht wordt, kan het Gewest tussenkomen in de werken tot instandhouding van het goed, binnen de door de Regering vast te leggen voorwaarden.

Deze voorwaarden worden overeenkomstig artikel 241 van het BWRO vastgelegd.

Het tussenkomstpercentage van het Gewest kan hoger liggen dan hetgeen dat op basis van artikel 240 van het BWRO wordt toegepast.

§3. De eigenaar en, in voorkomend geval, de bewoner, de houders van zakelijke rechten, de geregistreerde houders van persoonlijke rechten en de andere rechthebbenden, als die zich hebben aangediend, moeten voordat ze eender welk recht op het goed overdragen inlichtingen verschaffen aan:

1° de overnemer of de toekomstige overnemer, over de occasionele opening van het goed voor het publiek, de modaliteiten ervan en de daaruit voortvloeiende gevolgen;

2° het Bestuur, over de identiteit en het adres van de overnemer.

De occasionele opening van het goed voor het publiek en de modaliteiten ervan zijn in elk geval tegenstelbaar aan de overnemer en aan elke rechthebbende op het goed.

Elke overeenkomst die wordt gesloten in strijd met deze bepaling is van rechtswege nietig.

§4. Een maand voor de eerste dag van waarop het goed occasioneel wordt opengesteld, zoals vastgelegd in de in artikel 6 bedoelde overeenkomst of het in artikel 7 bedoelde besluit maakt het Bestuur een stand van zaken van het goed op nadat het de eigenaar en, in voorkomend geval, de bewoner, de houders van zakelijke rechten, de geregistreerde houders van persoonlijke rechten en de andere rechthebbenden, als die zich hebben aangediend, heeft opgeroepen.

Deze stand van zaken wordt ondertekend door een afgevaardigde van het Bestuur en door de eigenaar en, in voorkomend geval, de bewoner, de houders van zakelijke rechten, de geregistreerde houders van persoonlijke rechten en de andere rechthebbenden, als die zich hebben aangediend.

Het Bestuur draagt alle kosten.

Section. 3. Verlenging

Art. 9. § 1. Voordat ze afloopt kan de termijn van de gevolgen van de in artikel 7 bedoelde overeenkomst in onderlinge overeenstemming worden verlengd aan de hand van een overeenkomst waarvan de inhoud minstens de inhoud van artikel 6, §2 bevat.

De termijn van de gevolgen van het in artikel 7 bedoelde besluit kan ook worden verlengd bij besluit van de Regering, op advies van het Comité, voor een hernieuwbare termijn van ten hoogste vijf jaar.

§2. Het voorontwerp van besluit tot verlenging van de occasionele opening voor het publiek wordt via aangetekende zending ter kennis gebracht van:

1° het Comité;

2° de eigenaar en, in voorkomend geval, de houders van zakelijke rechten, de geregistreerde houders van persoonlijke rechten en, in voorkomend geval, de bewoner en de andere rechthebbenden als die zich hebben aangediend

Binnen vijfenveertig dagen na deze kennisgeving moeten de ontvangers ervan hun opmerkingen schriftelijk meedelen. Na deze termijn kan de procedure worden voortgezet.

Het Bestuur geeft de ingelichte personen de kans om binnen de termijn en volgens de modaliteiten die het vastlegt te worden gehoord door de Minister en haar afgevaardigde. Deze termijn moet minstens vijftien dagen bedragen.

Section. 4. Einde van de occasionele opening voor het publiek

Art. 10. De occasionele opening van het goed voor het publiek eindigt wanneer de vastgelegde termijn verstrijkt ofwel wanneer de Regering beslist om ze te beëindigen als nieuwe omstandigheden de ze onmogelijk maken of het belang ervan wegnemen.

Als de staat van het goed na afloop van de termijn van de opening voor het publiek niet overeenstemt met degene die door de in artikel 8, §4 bedoelde stand van zaken werd bepaald, moet het op kosten van het Gewest in zijn oorspronkelijke staat worden hersteld, behalve als er sprake is van overmacht of een gebeurtenis die toe te schrijven is aan de eigenaar, de bewoner, de houders van zakelijke rechten, de geregistreerde houders van persoonlijke rechten en de andere rechtenhouders, of derden.

HOOFDSTUK. 3. Misdrijven en administratieve sancties

Section. 1. Handelingen die als misdrijf gelden

Art. 11. Behoudens toepassing van titel X van het BWRO gelden de volgende handelingen als misdrijf:

1° elke handeling die op eender welke manier de occasionele opening van het goed voor het publiek belemmert, overeenkomstig de door deze ordonnantie bedoelde modaliteiten;

2° het niet-naleven van de modaliteiten voor de occasionele opening van het goed voor het publiek die in de in artikel 6 bedoelde overeenkomst of het in artikel 7 bedoelde besluit worden bedoeld.

Section. 2. Vaststelling van de misdrijven

Art. 12. De vaststellende ambtenaren zijn gemachtigd om de in artikel 11 bepaalde misdrijven te onderzoeken en bij proces-verbaal vast te stellen.

Deze ambtenaren hebben toegang tot alle plaatsen om alle nodige opsporingen en vaststellingen te verrichten. Ze mogen alle inlichtingen opvragen die betrekking hebben op die opsporingen en vaststellingen en iedere persoon ondervragen over alles wat nuttig is om te weten bij de uitvoering van hun opdracht en in verband met deze opsporingen en vaststellingen.

Als de handelingen huisbezoeken betreffen, mogen de ambtenaren die enkel uitvoeren als er aanwijzingen van een misdrijf zijn en als de ter plaatse aanwezige persoon er zijn/haar toestemming voor heeft gegeven of als ze daartoe toestemming hebben gekregen van de politierechter.

Art. 13. De in artikel 11 opgesomde misdrijven kunnen overeenkomstig afdeling 3 aan een administratieve boete worden onderworpen.

Elk proces-verbaal tot vaststelling van een misdrijf wordt binnen tien dagen na de vaststelling van het misdrijf per aangetekende brief of via elke andere manier die een gelijkwaardige waarborg biedt, verzonden naar de sanctionerend ambtenaar.

Section. 3. Administratieve geldboetes

Art. 14. § 1. Elke persoon die een van de in artikel 11 bedoelde misdrijven heeft begaan, kan worden bestraft met een administratieve geldboete van 250 tot 10.000 euro, al naargelang het aantal en de ernst van de vastgestelde misdrijven.

§2. Als er binnen vijf jaar vanaf de datum van de eerste vaststelling een nieuw misdrijf ten laste van dezelfde persoon wordt vastgesteld, worden de in de vorige paragraaf voorziene bedragen verdubbeld.

Art. 15. De administratieve geldboete wordt opgelegd door een sanctionerend ambtenaar.

Art. 16. § 1. De sanctionerend ambtenaar stelt de procedure voor de administratieve geldboete in.

§2. Vooraleer een beslissing te nemen licht de sanctionerend ambtenaar de overtreder er per aangetekende zending over in dat er een procedure tegen hem/haar wordt ingesteld. Hij somt er de vastgestelde misdrijven in op, evenals de opgelegde sancties, en nodigt de overtreder uit om zijn/haar verdediging te voeren door het recht om een mondelinge presentatie van zijn verdediging aan te vragen. In dat geval wordt de overtreder opgeroepen om door de sanctionerende ambtenaar te worden gehoord.

De verdedigingsmiddelen moeten worden voorgesteld via een aangetekende brief die binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de hem/haar gedane uitnodiging wordt verstuurd.

§ 3. Gelijktijdig met de in paragraaf 2 bedoelde brief die hij aan de overtreder verstuurt, verstuurt de sanctionerend ambtenaar een kopie aan de gemachtigde ambtenaar.

Art. 17. §1. De sanctionerend ambtenaar kan, al naargelang de omstandigheden:

1° een administratieve geldboete opleggen wegens het misdrijf;

2° de uitspraak van zijn beslissing opschorten tot na een door hem vastgelegde termijn. De overtreder moet deze termijn benutten om het misdrijf te beëindigen;

3° een administratieve geldboete opleggen met een onderscheid tussen het deel van het bedrag dat betaald dient te worden overeenkomstig artikel 18 en het deel van de boete dat slechts verschuldigd is als de overtreder geen volledig einde heeft gesteld aan het misdrijf bij het verstrijken van de overeenkomstig punt 2° vastgelegde termijn;

4° beslissen dat er wegens een door de overtreder behoorlijk ingeroepen en gemotiveerd geval van overmacht geen aanleiding is om een administratieve boete op te leggen;

5° beslissen, als er gedurende de procedure een eind gemaakt werd aan het misdrijf, om een administratieve geldboete op te leggen, die vastgelegd is op een bedrag dat rekening houdt met deze stopzetting van het misdrijf.

§2. De sanctionerend ambtenaar kan, in alle gevallen, verzachtende omstandigheden in overweging nemen waardoor het bedrag van de administratieve geldboete verlaagd kan worden, indien nodig onder de minima die vastgelegd werden in artikel 14.

§3. In alle gevallen kan de sanctionerend ambtenaar beslissen dat zijn beslissing tot oplegging van een administratieve boete niet of slechts gedeeltelijk ten uitvoer zal worden gelegd gedurende een referentieperiode van minstens één jaar en maximaal drie jaar vanaf de datum van kennisgeving van zijn beslissing.

Het uitstel wordt van rechtswege herroepen ingeval gedurende de referentieperiode een nieuw misdrijf begaan wordt die de toepassing meebrengt van een administratieve boete van een hoger niveau dan de administratieve boete die tevoren gepaard ging met uitstel. De sanctionerend ambtenaar kan beslissen

om het uitstel te herroepen ingeval gedurende de referentieperiode een nieuw misdrijf begaan is die de toepassing meebrengt van een administratieve boete van een gelijk of een lager niveau dan de administratieve boete die tevoren gepaard ging met uitstel.

De administratieve boete die uitvoerbaar wordt als gevolg van de herroeping van het uitstel, wordt zonder beperking samengevoegd met die welke opgelegd is wegens het nieuwe misdrijf.

Art. 18. §1. In de beslissing wordt het bedrag van de administratieve geldboete vastgelegd en wordt de dader aangemaand om de geldboete binnen dertig dagen na de betekening te storten op het rekeningnummer van het Gewest dat vermeld staat op het formulier dat bij de beslissing gevoegd is.

§2. De in toepassing van artikel 17 genomen beslissing wordt binnen tien dagen na de beslissing per aangetekende zending bekendgemaakt.

Art. 19. Elke persoon die werd veroordeeld tot de betaling van een administratieve geldboete kan bij de daartoe door de Regering aangeduide ambtenaar een beroep tot herziening instellen. Dat beroep en de termijn om het in te stellen zijn schorsend.

Het beroep wordt binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete ingediend per aangetekende zending aan de in het eerste lid bedoelde ambtenaar. In zijn beroep kan de verzoeker vragen om te worden gehoord.

De beslissing wordt aan de verzoeker meegedeeld. Gelijktijdig wordt een kopie ter kennis gebracht van de sanctionerend ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar.

HOOFDSTUK. 4. Slotbepalingen

Section. 1. Delegaties

Art. 20. §1. De Regering benoemt de ambtenaren van het Bestuur die gemachtigd worden voor de in deze ordonnantie uiteengezette doeleinden.

§2. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, welke onverenigbaarheden en verboden op belangenconflicten zouden wegen op deze ambtenaren.

Section. 2. Inwerkingtreding

Art. 21. Deze ordonnantie treedt in werking op een datum die de Regering bepaalt.



Sven GATZ

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE RELATIVE A LA VALORISATION ET A L'OUVERTURE OCCASIONNELLE AU PUBLIC DES BIENS IMMOBILIERS EXCEPTIONNELS

Exposé des motifs

I. INTRODUCTION

La reconnaissance, l'entretien et la valorisation du patrimoine historique, culturel et architectural bruxellois ont toujours occupé une place majeure dans les politiques régionales bruxelloises depuis que ces compétences ont été transférées à la Région de Bruxelles-Capitale au fil des réformes successives de l'Etat.

Les dispositions du titre V du CoBAT relatives à la protection du patrimoine immobilier ou l'ordonnance du 25 avril 2019 relative au patrimoine culturel mobilier et immatériel de la Région de Bruxelles-Capitale¹ constituent des exemples, parmi d'autres, de l'importance de ces objectifs pour la Région.

La législation actuelle s'encre également dans cette optique puisque dans sa déclaration de politique générale², le Gouvernement a souligné :

- sa volonté de renforcer la sensibilisation du public au patrimoine³ ;
- le renforcement de la politique de valorisation du patrimoine⁴ ;
- la richesse et la diversification du patrimoine bruxellois, tant au niveau archéologique et architectural qu'historique, culturel, folklorique et environnemental et la volonté du Gouvernement de faire de la préservation et de la mise en valeur de ce patrimoine un axe fort de l'attractivité de la Capitale au niveau international⁵.

Par ailleurs, comme cela a également été mentionné dans la déclaration de politique générale du Gouvernement⁶, la Région a ratifié la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société⁷. Cette convention énonce notamment que les Etats parties :

- conviennent de reconnaître que le droit au patrimoine culturel est inhérent au droit de participer à la vie culturelle (article 1) ;
- reconnaissent que toute personne a le droit de bénéficier du patrimoine culturel (article 4) ;
- s'engagent à valoriser le patrimoine culturel, notamment par sa présentation (article 5) ;
- s'engagent à prendre des mesures pour améliorer l'accès au patrimoine (article 12).

¹ M.B., 17 mai 2019.

² Déclaration de politique générale commune au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, *Législature 2019-2024*.

³ *Ibidem*, p. 91.

⁴ *Ibidem*, p. 122.

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Ibidem*, p. 91.

⁷ Ordonnance du 11 mai 2017 portant assentiment à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005, M.B., 30 mai 2017.

C'est notamment sur la base de cette Convention que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté, le 22 février 2017, la Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la Stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI^e siècle (« *Stratégie 21* »). Le Gouvernement a d'ailleurs pris les recommandations de cette stratégie comme référence pour l'organisation d'une dynamique participative dans la gestion du patrimoine bruxellois⁸. Il était en effet recommandé aux Etats membres de mettre en œuvre la stratégie aux niveaux de gouvernance appropriés. Parmi ces recommandations figuraient notamment celles de rendre le patrimoine plus accessible (« *recommandation S2* ») et valoriser le patrimoine, bien commun, comme un lieu de rencontre et un vecteur de dialogue interculturel, de paix et de tolérance (« *recommandation S4* »).

Les politiques relatives au patrimoine tendent à améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants de la Région et de ses visiteurs, et sont également un important vecteur de développement social et économique pour la Région en raison de leurs impacts sur le secteur du tourisme, de l'éducation ou encore de l'emploi. Les effets positifs de ces politiques sont d'autant plus exacerbés dans le contexte socio-économique actuel.

S'agissant toujours des engagements internationaux de la Région, la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, signée à Paris le 16 novembre 1972, approuvée par la Région le 17 mars 1994⁹ et ratifiée par la Belgique le 24 juillet 1996 doit également être mentionnée. L'article 4 de celle-ci souligne que chaque Etat partie reconnaît une « *obligation d'assurer (...) la mise en valeur et la transmission aux générations futures* » du patrimoine culturel visé par la convention et que cette obligation incombe au premier chef à ces Etats parties.

C'est dans cet esprit que s'est construite l'ordonnance en projet.

Comme le souligne la Stratégie 21, le patrimoine est un bien commun, non renouvelable, et sa conservation, sa protection, sa restauration et sa valorisation relèvent de la responsabilité de la société dans son ensemble, y compris, voire même surtout, de ses cadres politiques.

En Région de Bruxelles-Capitale, certains biens immeubles devraient, en raison de leur caractère particulièrement exceptionnel d'un point de vue culturel, historique ou architectural, pouvoir être accessibles au public, à certaines conditions et selon certaines modalités, afin d'atteindre les objectifs énoncés ci-avant. Ce caractère exceptionnel justifie cette valorisation du bien concerné.

Lorsque ces biens appartiennent à la Région, cette ouverture occasionnelle au public ne suscite pas de difficultés.

Lorsque des droits privés sont en jeu, la Région peut prendre contact avec les propriétaires de ces biens exceptionnels afin de trouver une solution qui permettrait de les rendre accessibles au public dans des conditions qui seraient négociées avec les propriétaires. C'est ce qui a été fait pour des immeubles emblématiques tels que l'Hôtel Solvay ou l'Hôtel Van Eetvelde, qu'il est désormais possible de visiter à certaines conditions et selon certaines modalités.

C'est la solution qui doit toujours être privilégiée afin de respecter au maximum l'équilibre entre la nécessité de valoriser et de partager ces biens exceptionnels et la préservation des intérêts privés en présence.

La Région doit toutefois envisager les situations où les propriétaires des biens concernés refusent de permettre un accès même limité du public à leurs biens. Comme cela a été souligné par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le patrimoine doit être considéré comme un bien commun non

⁸ Déclaration de politique générale commune au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, *Législature 2019-2024*, p. 91.

⁹ Ordonnance du 17 mars 1994 portant approbation de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, *M.B.*, 18 mai 1994.

renouvelable dont la valorisation relève de la responsabilité de la société dans son ensemble. Dès lors, dans les situations de refus des propriétaires, le caractère exceptionnel des immeubles concernés peut justifier de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts privés, et donc d'imposer, à certaines conditions et selon certaines modalités, l'ouverture occasionnelle au public du bien, dans le respect des droits et libertés des personnes concernées.

C'est l'objectif de l'ordonnance en projet.

II. COMPETENCES

L'ordonnance en projet se fonde sur la compétence de la Région en matière de monuments et sites telle que visée à l'article 6, §1^{er}, alinéa 1^{er}, I, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Les travaux parlementaires relatifs à la loi du 9 août 1998 modifiant la loi du 8 août 1980 soulignent que cette compétence vise « *notamment l'ensemble des mesures visant à l'identification, la sauvegarde, le classement, l'entretien, la restauration, la consolidation, la mise en valeur, la gestion et la promotion, et le subventionnement des monuments, ensembles architecturaux et sites* »¹⁰. Il en découle clairement que l'ensemble des mesures relatives à la mise en valeur, à la gestion et la promotion relèvent de la compétence de la Région. En tout état de cause, l'utilisation du terme « *notamment* » implique que toutes les composantes de la compétence de la Région ne sont pas énumérées.

L'ordonnance en projet tend à permettre l'ouverture occasionnelle au public de certains biens immeubles exceptionnels, qui ont par ailleurs déjà fait l'objet d'un classement par la Région.

Cet objet entre manifestement dans le champ de la compétence régionale en matière de monuments et sites telle que décrite ci-dessus. Rendre un monument, un bien classé, accessible au public contribue à sa mise en valeur et sa promotion et entre dans le cadre de sa gestion.

III. PRINCIPES DE L'ORDONNANCE

Depuis 1989, la Région exerce à l'égard du patrimoine culturel immobilier (monuments et sites) des actions qui concernent notamment la tenue d'inventaire, la protection, la documentation et la sensibilisation des publics à la conservation du patrimoine culturel, ainsi que le suivi de la conservation de ces biens ou collections, et de leurs éventuels déplacements.

Notamment à l'aune de ses engagements internationaux évoqués *supra*, elle souhaite désormais aller plus loin dans l'exercice de sa compétence en matière de monuments et sites, qui, comme exposé, inclut notamment la mise en valeur, la gestion et la promotion de ces derniers, en garantissant l'accès du public à des biens immeubles exceptionnels situés sur son territoire.

En raison des limitations au droit de propriété et au droit au respect des biens que l'ordonnance en projet pourraient impliquer à l'égard des personnes concernées, il est nécessaire de définir le champ d'application, et notamment les biens visés. Par ailleurs, les raisons pour lesquelles le Gouvernement estime que l'ordonnance en projet est respectueuse des libertés fondamentales en jeu, notamment en mettant en place les garanties nécessaires à cet effet, seront également exposées.

¹⁰ Projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, exposé des motifs, *Doc.*, Ch., 1988, n° 561/1, p. 6.

III.1 Champ d'application

Comme c'est déjà le cas dans les instruments législatifs de la Région en matière de monuments et sites, sa compétence s'exerce indépendamment de la propriété des biens visés. L'objectif de l'ordonnance en projet n'est pas de mettre en place un système d'expropriation ou tout autre mécanisme translatif du droit de propriété.

Le champ d'application de l'ordonnance en projet se décline d'un point de vue matériel et territorial. En raison de la nature d'immeuble des biens visés, le champ d'application temporel ne doit pas être défini puisque la présence temporaire de tels biens sur le territoire régional ne se pose pas.

a) Champ d'application matériel

Le Gouvernement est conscient des contraintes pouvant être ressenties par les titulaires de droits à l'égard des biens visés par l'ordonnance en projet. C'est pourquoi elle souhaite uniquement viser ceux qui, sur la base d'un critère objectif, présentent un caractère exceptionnel et unique justifiant leur ouverture occasionnelle au public afin de permettre qu'ils puissent être accessibles et visités selon des modalités déterminées, qui seront notamment de nature à préserver et protéger le caractère exceptionnel des biens visés. Il est évident que l'ordonnance en projet ne confère pas au public de droit subjectif à l'égard de ces biens, qui restent la propriété de leurs titulaires.

Sont donc uniquement visés par l'ordonnance en projet les biens immeubles qui sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO conformément à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, qui a déjà été mentionnée.

La référence à cette liste permet de déterminer le champ d'application matériel de l'ordonnance en projet sur la base d'un critère objectif, soit l'inscription sur une liste tenue par une institution internationale spécialisée et fondée sur des critères de sélection qui garantissent la valeur patrimoniale exceptionnelle du bien. En effet, un bien ne peut être inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO que s'il satisfait à l'un des critères suivants¹¹ :

- (i) il représente un chef-d'œuvre du génie créateur humain ;
- (ii) il témoigne d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ;
- (iii) il apporte un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue ;
- (iv) il offre un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une période ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine ;
- (v) il est un exemple éminent d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soit représentatif d'une culture (ou de cultures), ou de

¹¹ UNESCO, *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, 31 juillet 2021, pp. 23 et 30, consultable sur : <https://whc.unesco.org/fr/orientations/>.

l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible ;

- (vi) il est directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle (le Comité considère que ce critère doit de préférence être utilisé conjointement avec d'autres critères) ;
- (vii) il représente des phénomènes naturels remarquables ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles ;
- (viii) il est un exemple éminemment représentatif des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification ;
- (ix) il est un exemple éminemment représentatif de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins ;
- (x) il contient les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

La référence à cette liste permet également de limiter le champ d'application matériel de l'ordonnance à ce qui paraît nécessaire dans le cadre de l'objet poursuivi par la Région. En effet, parmi les quinze biens situés en Belgique qui figurent sur la liste du patrimoine mondial, seuls six se situent en Région de Bruxelles-Capitale¹².

Il doit déjà être précisé que si la Région dispose de la possibilité de proposer des biens en vue de leur inscription à la liste, c'est le Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine mondial culturel et naturel qui décide d'inscrire ou non un bien sur la liste. Dans l'exercice de cette mission, il est accompagné de deux organisations consultatives indépendantes : le Conseil international des monuments et sites (« ICOMOS ») et l'Union internationale pour la conservation de la nature (« UICN »).

Le champ d'application ainsi défini constitue un critère objectif. Combiné avec les objectifs de la présente ordonnance, il justifie la distinction qu'opère l'ordonnance à l'égard des biens visés et ceux qui ne tombent pas sous le champ d'application de l'ordonnance.

b) *Champ d'application territorial*

L'ordonnance en projet vise les biens immeubles inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO qui se situent sur le territoire régional.

¹² Il s'agit de la Grand-Place de Bruxelles, des habitations majeures de l'architecte Victor Horta (l'Hôtel Tassel, l'Hôtel Solvay, l'Hôtel Van Eetvelde et la Maison et l'Atelier de Horta), et du Palais Stoclet. Voir la liste publiée par l'UNESCO : <https://whc.unesco.org/fr/list/?search>.

III.2 Le respect des droits fondamentaux

Le Gouvernement est conscient que l'ordonnance en projet peut potentiellement entraîner des limitations au droit de propriété des personnes concernées ainsi qu'au droit au respect des biens, notamment consacrés par l'article 1^{er}, du premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après « CEDH »). Leur droit à la vie privée au sens de l'article 22 de la Constitution et de l'article 8 de la CEDH peut également être touché.

Outre la délimitation du champ d'application de l'ordonnance en projet, le Gouvernement a construit cette dernière en ayant conscience des principes applicables à l'égard de telles limitations, et notamment en mettant en place toutes les garanties nécessaires au respect de ces principes.

Une ingérence au droit de propriété et au droit au respect des biens consacrés par l'article 1^{er}, du premier protocole additionnel à la CEDH implique qu'elle respecte le principe de légalité (a), qu'elle poursuive un but légitime (b), et qu'elle soit nécessaire dans une société démocratique, ce qui implique qu'elle respecte un juste équilibre entre les intérêts de la communauté et la sauvegarde des droits de l'individu¹³ (c).

Concernant le droit à la vie privée et familiale, l'ingérence doit également être prévue par une disposition législative suffisamment précise, poursuivre un but légitime et être nécessaire dans une société démocratique, ce implique qu'elle réponde à un besoin social impérieux et reste proportionnée au but légitime poursuivi¹⁴. Ces exigences se confondent avec celles applicables à l'égard du droit au respect des biens¹⁵.

Bien qu'à la connaissance de la Région, à l'heure actuelle, les biens immeubles entrant dans le champ d'application de l'ordonnance en projet ne sont pas habités par leur propriétaire, les mêmes principes peuvent trouver à s'appliquer à l'égard du droit au logement, comme déclinaison du droit à la vie privée et familiale consacré par l'article 8 de la CEDH¹⁶.

a) Le principe de légalité formelle

Conformément au principe de légalité, qui découle tant de la CEDH que de l'article 22 de la Constitution, les limitations aux droits et libertés en cause sont contenus dans une disposition législative suffisamment précise. Les délégations opérées par l'ordonnance en projet ne portent que sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont déterminés.

L'ordonnance en projet est également conforme au principe de légalité contenu à l'article 23, alinéa 2, de la Constitution. Ce dernier impose en effet que le législateur compétent fixe les droits culturels et les conditions de leur exercice en tenant compte des obligations correspondantes. Les délégations opérées par l'ordonnance en projet se limitent à l'exécution de mesures dont elle détermine l'objet, comme cela sera exposé *infra*.

b) Le but légitime

¹³ Cour eur. D.H. (grande chambre), arrêt *Beyeler c. Italie*, 5 janvier 2000, §§107 à 114.

¹⁴ Cour eur. D.H., arrêt *M. c. Suisse*, 26 avril 2011, §61 ; C.C., 8 décembre 2022, n° 162/2022, B.8.2.

¹⁵ En ce sens : Cour eur. D.H. (grande chambre), arrêt *Lee c. Royaume-Uni*, 18 janvier 2001, §121 ; Cour eur. D.H. (grande chambre), arrêt *Iatridis c. Grèce*, 25 mars 1999, §69.

¹⁶ Cour eur. D.H., arrêt *Winterstein et autres c. France*, 17 octobre 2013, §141 à §167.

Le but poursuivi par l'ingérence doit être légitime, soit se fonder sur l'intérêt général ou l'utilité publique. Au regard de l'article 8 de la CEDH, l'ingérence doit constituer une mesure qui est nécessaire, notamment, à la protection des droits et libertés d'autrui.

Il s'agit du fondement de l'ordonnance en projet.

En effet, celle-ci tend à la valorisation du patrimoine culturel exceptionnel bruxellois en vue de favoriser l'épanouissement culturel, et donc la qualité de vie, des habitants de la Région, de ses visiteurs, et d'assurer l'attractivité de celle-ci tant au niveau national qu'international. Les effets positifs de la valorisation patrimoniale poursuivie par l'ordonnance en projet sur le développement social et économique de la Région constituent également des fondements de cette dernière.

Il faut également souligner que l'article 1^{er} de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société prévoit que les Etats parties conviennent de reconnaître que la conservation du patrimoine culturel et son utilisation durable ont comme but le développement humain et la qualité de vie.

La Cour européenne des droits de l'homme a reconnu de manière constante la légitimité des politiques en matière culturelle.

Dans une affaire où était en cause le droit de préemption mis en place par un Etat, elle a considéré que le contrôle du marché des œuvres d'art présente un intérêt pour le patrimoine de l'Etat et traduit la poursuite d'un but légitime dans l'optique de la protection du patrimoine culturel et artistique d'un pays¹⁷.

Dans le même sens, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé qu'une mesure tendant à préserver des biens immobiliers classés en tant que monuments historiques et visant à privilégier la solution la plus apte à garantir tant les intérêts de la société, comme une large accessibilité au bénéfice du public, que ceux des propriétaires doit être considérée comme poursuivant un but légitime dans le cadre de la protection du patrimoine culturel d'un Etat¹⁸.

La grande chambre de la Cour européenne des droits de l'homme a également reconnu le caractère légitime de l'action de l'Etat qui privilégie la solution la plus apte à garantir une large accessibilité au bénéfice du public d'œuvres d'art universelles présentes sur son territoire, dans l'intérêt général de la culture universelle¹⁹.

Enfin, dans un arrêt relatif à une expropriation d'un immeuble en raison de son classement comme bien culturel, la Cour a estimé que cette ingérence dans le droit de propriété poursuivait un but légitime dans le cadre de la protection du patrimoine culturel²⁰.

Au vu de cette jurisprudence constante, le Gouvernement considère que le caractère légitime des objectifs poursuivis par l'ordonnance en projet est établi.

c) *Le principe de proportionnalité*

Enfin, un rapport raisonnable de proportionnalité doit exister entre les moyens employés et le but visé, pour qu'un juste équilibre existe entre les exigences de l'intérêt général et les exigences de la sauvegarde des droits fondamentaux.

¹⁷ Cour eur. D.H., arrêt *Ruspoli Morenes c. Espagne*, 28 juin 2011, §35.

¹⁸ Cour eur. D.H., arrêt *Debelianovi c. Bulgarie*, 29 mars 2007, §§53 et 54.

¹⁹ Cour eur. D.H. (grande chambre), arrêt *Beyeler c. Italie*, 5 janvier 2000, §113.

²⁰ Cour eur. D.H., arrêt *Kozacioglu c. Turquie*, 31 juillet 2007, §33.

Pour apprécier cet équilibre, la Cour européenne des droits de l'homme vérifie si l'ingérence ne fait pas peser sur les personnes concernées une charge disproportionnée²¹.

L'étendue du contrôle de la Cour dépend des mesures mises en place : elle distingue en effet les mesures aboutissant à une privation de la propriété de celles qui règlementent l'usage de la propriété. Son contrôle est plus strict à l'égard des premières, puisqu'elle considère qu'elles sont en principe excessives en l'absence d'une indemnisation adéquate²², ce qui n'est pas le cas à l'égard des mesures de réglementation de l'usage des biens²³.

L'ordonnance en projet prévoit de rendre accessible au public, à certaines conditions et selon certaines modalités, les biens immeubles entrant dans son champ d'application, soit dans le cadre d'une convention négociée avec les personnes qui en ont les droits, soit par le biais de l'adoption d'un arrêté du Gouvernement. Elle prévoit une ouverture occasionnelle au public du public limitée²⁴, à une fréquence limitée dans le temps.

Elle n'impose aucun transfert du droit de propriété des biens concernés, n'interdit pas à leurs titulaires de vendre leur bien ou de louer, et ne les empêche pas de jouir de leur bien.

Elle prévoit par ailleurs que l'ouverture occasionnelle au public ne peut excéder quinze jours par année, ce qui est de nature à garantir une contrainte limitée pour son propriétaire.

L'ordonnance en projet aboutit donc à une réglementation de l'usage des biens visés au sens de l'article 1^{er}, alinéa 2, du premier protocole additionnel à la CEDH.

D'emblée, il doit être souligné que, selon la Cour européenne des droits de l'homme, les Etats jouissent d'une large marge d'appréciation pour décider des mesures à mettre en œuvre pour réglementer l'usage d'un bien²⁵, et que cette marge d'appréciation est « *encore plus large* » lorsque le bien concerné a été déclaré d'intérêt culturel ou classé patrimoine historique²⁶. La Région exerce donc sa compétence dans le cadre d'une marge d'appréciation extrêmement large puisque sont visés des biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Par ailleurs, la Cour prend également en compte la préexistence de restrictions sur le bien dans l'appréciation de la proportionnalité de la mesure²⁷. Or, les biens entrant dans le champ d'application de l'ordonnance en projet sont nécessairement des biens qui ont déjà fait l'objet d'un classement préalable en raison de leur inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. A tout le moins, c'est le cas de tous les biens qui entrent actuellement dans le champ d'application de l'ordonnance en projet.

L'ordonnance en projet met en place plusieurs éléments afin de garantir le juste équilibre entre les exigences de l'intérêt général et les exigences de la sauvegarde des droits fondamentaux.

Tout d'abord, il doit être précisé qu'avant de proposer l'adoption de l'ordonnance en projet, la Région a toujours suivi la voie de la négociation avec les propriétaires concernés. C'est ainsi que l'Hôtel Solvay et l'Hôtel van Eetvelde sont aujourd'hui accessibles au public. Toutefois, tous les propriétaires des biens

²¹ Cour eur. D.H., arrêt *Preite c. Italie*, 17 novembre 2015, §46 ; Cour eur. D.H., arrêt *Moreno Diaz Pena et autres c. Portugal*, 4 juin 2015, §76.

²² Cour eur. D.H., arrêt *Vistiņš et Perepjolkins c. Lettonie*, 25 octobre 2012, §110 ; Cour eur. D.H., arrêt *Yetiş et autres c. Turquie*, 6 juillet 2010, §45.

²³ Cour eur. D.H. (grande chambre), arrêt *Brosset-Triboulet et autres c. France*, 29 mars 2010, §94 ; Cour eur. D.H. (grande chambre), arrêt *Depalle c. France*, 29 mars 2010, §91.

²⁴ La Cour européenne des droits de l'homme a déjà considéré que lorsque les effets d'une mesure sont temporaires, elle ne peut être assimilée à une expropriation formelle ni à une expropriation de fait (Cour eur. D.H., arrêt *Debelianovi c. Bulgarie*, 29 mars 2007, §51).

²⁵ Cour eur. D.H., arrêt *Ruspoli Morenes c. Espagne*, 28 juin 2011, §39.

²⁶ *Ibidem*, §40.

²⁷ Cour eur. D.H., décision *Furst von Thurn und Taxis c. Allemagne*, 14 mai 2013, §24.

exceptionnels situés sur le territoire régional n'ont pas accepté d'organiser de commun accord avec la Région une certaine accessibilité du public. C'est notamment ce qui a motivé la Région à penser à un instrument législatif pouvant permettre cette ouverture occasionnelle au public lorsqu'une solution ne pouvait pas être trouvée avec les propriétaires dans un cadre informel.

Il faut souligner que tant la Cour constitutionnelle²⁸ que la Cour européenne des droits de l'homme²⁹ prennent en compte l'existence de garanties en faveur des propriétaires concernés dans l'examen de la proportionnalité des mesures de limitation du droit de propriété.

Or, l'ordonnance en projet prévoit plusieurs garanties qui permettent de ne pas affecter de manière excessive les droits des propriétaires concernés au regard des objectifs poursuivis.

Tout d'abord, comme cela a été exposé, l'ordonnance en projet ne vise qu'une catégorie limitée de biens immeubles.

Ensuite, il est prévu que les personnes concernées par la procédure d'ouverture occasionnelle au public du bien, et notamment le propriétaire de ce dernier, aient la possibilité de faire valoir leurs observations avant l'adoption de l'arrêté du Gouvernement qui statue sur l'ouverture occasionnelle au public. Ces observations devront ainsi être prises en compte par le Gouvernement et la décision d'adopter l'arrêté devra être motivée à cet égard.

Par ailleurs, l'ordonnance en projet prévoit la saisine pour chaque procédure d'ouverture occasionnelle au public, d'un comité d'experts indépendants qui sera chargé de rendre un avis au Gouvernement sur la faisabilité de l'ouverture occasionnelle au public du bien et, le cas échéant, ses modalités.

Après que cet avis ait été rendu, les personnes concernées peuvent également faire valoir leurs observations et être entendues avant que l'arrêté décidant de l'ouverture occasionnelle du bien au public soit adopté. Il est d'ailleurs prévu que l'avant-projet d'arrêté doit leur être notifié avant l'audition.

Il faut encore mentionner que, si le Gouvernement décide de poursuivre la procédure d'ouverture occasionnelle au public, le(s) personne(s) concerné(s) peuvent négocier la conclusion d'une convention arrêtant les modalités de l'ouverture occasionnelle au public. Ils auront ainsi la garantie de toujours pouvoir déterminer avec la Région des modalités qui pourraient mieux leur convenir que si elles étaient arrêtées unilatéralement par le Gouvernement.

L'adoption de l'arrêté du Gouvernement peut ouvrir le droit à des subventions en vue de la conservation et de l'entretien du bien qui s'ajoutent à celles dont bénéficient les propriétaires en raison du classement de leur bien, et les frais liés à l'ouverture occasionnelle au public sont intégralement pris en charge par la Région.

Il faut également souligner que l'arrêté du Gouvernement adopté dans le cadre de la procédure d'ouverture occasionnelle au public du bien constitue un acte administratif attaquant devant le Conseil d'Etat.

Enfin, l'ouverture occasionnelle au public est prévue pour une période de cinq années maximum, renouvelable. En cas de prolongation, les personnes concernées disposent de la possibilité de faire valoir leurs observations écrites sur l'avant-projet d'arrêté de prolongation. Si le Gouvernement décide de poursuivre l'ouverture occasionnelle au public, les personnes concernées ont une nouvelle fois la possibilité de conclure une convention organisant cette ouverture occasionnelle au public.

²⁸ C.A., 6 juillet 2005, n° 120/2005, B.19 ; C.A., 20 avril 2005, n° 69/2005, B.17.10 ; C.A., 9 février 2005, n° 32/2005, B.10.

²⁹ Cour eur. D.H., décision *Galtieri c. Italie*, 24 janvier 2006 ; Cour eur. D.H. (grande chambre), arrêt *Immobiliare Saffi c. Italie*, 28 juillet 1999, §54.

III.3 Le comité d'experts indépendants

Au vu de la technicité des questions en jeu et donc de la nécessité d'être accompagné de personnalités spécialisées pour rendre des avis au Gouvernement relatif aux missions confiées par l'ordonnance en projet, il est institué un comité d'experts indépendants spécialisé.

Dans un souci de rationalisation des services administratifs, il a été décidé que le Comité serait composé des membres de la Commission Royale des Monuments et Sites (« CRMS »).

Vu les spécificités relatives à l'ouverture d'un bien exceptionnel au public, la CRMS pourra se faire assister par des experts externes spécialisé dans l'ouverture et la sécurité de bâtiments patrimoniaux fréquentés par le public (exigences en matière de prévention des incendies, sorties de secours, etc.). Il peut s'agir, par exemple, de personnes qui exercent ou ont exercé la fonction de sapeur-pompier ou une fonction à un grade supérieur. Il est évident que ces personnes devront respecter les exigences de compatibilité et de conflits d'intérêts éventuellement applicables à leur fonction. Ces personnes ne devront pas nécessairement disposer d'une expérience en matière de sauvegarde ou de valorisation du patrimoine.

Ce comité remettra un avis sur les modalités à mettre en œuvre pour que cette ouverture occasionnelle au public soit compatible avec ses caractéristiques (modalités de protection du bien et des éléments qui s'y trouvent, limitation du nombre de visiteurs simultanés, etc.). Le comité veillera notamment à ce que l'ouverture occasionnelle au public du bien se fasse dans le respect du classement des biens et de ses effets (voir le point III.5 à cet égard).

III.4 Compatibilité avec le classement et ses effets

Il est évident que l'ouverture occasionnelle au public du bien se fait en accord avec le classement des biens et ses effets énoncés aux articles 231 à 238 du CoBAT. Ainsi, le bien doit notamment être utilisé d'une manière qui ne lui fait pas perdre son intérêt selon les critères définis à l'article 206, 1°, du CoBAT.

C'est précisément le rôle du comité d'experts précité, qui rendra un avis sur les modalités à mettre en œuvre au regard des intérêts mentionnées à l'article 206.

III.5 Infractions et sanctions

Les objectifs poursuivis par la Région ne pourront être atteints que si des sanctions sont prévues en cas de non-respect de ses dispositions.

Des infractions et sanctions sont déjà prévues à l'égard des biens classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde titre X du CoBAT, notamment à l'article 300, 5°.

Dans la mesure où les biens visés par l'ordonnance en projet seront nécessairement des biens classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde, il y a lieu de ne pas faire double emploi avec les dispositions du CoBAT et d'ériger en infraction uniquement les faits propres aux dispositions de l'ordonnance en projet. Il s'agit de tout fait faisant obstacle à l'ouverture occasionnelle au public du bien au public selon les modalités fixées par l'arrêté du Gouvernement. On pourrait, par exemple, penser au propriétaire qui

refuse de fournir un double des clés permettant d'accéder aux parties du bien accessibles occasionnellement au public.

Puisque le CoBAT prévoit déjà des sanctions pénales pour certains actes qui pourraient être portés sur les biens exceptionnels), il a été décidé de ne recourir qu'aux sanctions administratives.

IV. Commentaires des articles

Article 1.

L'article premier n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 2.

L'article 2 énumère et définit certains termes utilisés, dont notamment la catégorie de biens visés. Les principes relatifs au champ d'application matériel ont été exposés au point III.1.

Article 3.

A l'image de la CRMS et de la Commission du patrimoine culturel mobilier et immatériel, il y a lieu de fournir au Gouvernement une assistance technique indispensable à la réalisation des objectifs de l'ordonnance en projet.

Au vu du caractère ponctuel de l'assistance technique à fournir, qui n'aura lieu d'être que lorsque le Ministre décidera d'entamer une procédure d'ouverture occasionnelle au public à l'égard d'un bien, il ne serait ni efficient ni opportun de créer une nouvelle instance permanente.

Le choix a donc été fait que le comité d'experts sera composé des membres de la CRMS.

Vu les spécificités liées à l'ouverture d'un bien exceptionnel au public, il a par ailleurs été prévu que le Comité puisse se faire assister par des experts externes spécialisés dans l'ouverture et la sécurité de bien exceptionnel ouvert au public.

Il est renvoyé pour le reste au point III.3.

Article 4.

Dans un souci d'efficacité, l'initiative vient du Gouvernement, en la personne du Ministre. Cela se justifie par le nombre limité de biens entrant dans le champ d'application de l'ordonnance en projet et la volonté de la Région d'envisager les possibilités d'ouverture occasionnelle au public de ces biens exceptionnels dans tous les cas, conformément aux engagements internationaux de la Région et aux principes et exposés aux points I et III. En d'autres termes, si un bien bruxellois est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, ce qui suppose en principe que la Région ait sollicité au préalable son inscription, la Région étudiera nécessairement les possibilités de permettre au public d'y accéder, soit après des discussions avec le propriétaire et/ou les titulaires de droits réels et personnels, soit dans le cadre de l'ordonnance en projet. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir une possibilité d'initiative autre que celle de la Région.

Il est prévu que l'Administration informe les personnes concernées qu'il va être statué sur l'ouverture occasionnelle au public de leur bien, avant de leur permettre d'être entendu. Elle fait également publier au Moniteur belge un avis annonçant que le Gouvernement va statuer sur l'ouverture occasionnelle au public.

Si seuls les titulaires de droits réels et personnels enregistrés sont visés, c'est parce qu'il peut s'avérer difficile d'identifier le titulaire d'un tel droit si celui-ci n'est pas enregistré.

Article 5.

La possibilité de visite du bien prévue au paragraphe 3 est nécessaire pour permettre à l'Administration de dresser un rapport sur les qualités du bien qui, par définition, ne pourraient pas encore être connues dans leur intégralité, à tout le moins celles qui ne sont pas visibles de l'extérieur

Article 6.

Comme évoqué au point I, la Région a toujours cherché à trouver une solution négociée avec les propriétaires/ titulaires de droits utiles de biens patrimoniaux emblématiques, ce qui permet de garantir au mieux la satisfaction des intérêts publics et privés.

Dans la continuité de cet état d'esprit, le propriétaire, ainsi que, le cas échéant, celui qui dispose des droits nécessaires à cette fin sur le bien, se voit octroyer la possibilité de conclure avec l'Administration une convention organisant les modalités de l'ouverture occasionnelle au public. De cette manière, le(s) titulaire(s) de droit(s) et la Région peuvent tenter de trouver un terrain d'entente respectueux tant des objectifs essentiels poursuivis par la Région que des intérêts privés plutôt que de se voir imposer les modalités de l'ouverture occasionnelle au public de son bien.

Il est prévu que le début de la procédure de négociations, entamée par l'envoi d'un recommandé par le titulaire de droits réels l'y autorisant suspend la procédure de mise à disposition unilatérale. Cela donne ainsi toutes les chances à ce dernier et à la Région de trouver une solution optimale.

Il est toutefois nécessaire de prévoir un délai maximum afin d'éviter que le recours à cette procédure paralyse indéfiniment l'action de la Région. Ce délai est toutefois suffisant pour permettre de mener des négociations sereines, et peut être prolongé si nécessaire. A cet égard, le délai de soixante jours est adapté. Il peut en tout état de cause être prolongé de commun accord.

Article 7.

La fixation d'un délai dans lequel le Gouvernement doit décider s'il décide ou non de l'ouverture occasionnelle au public permet d'éviter que le propriétaire / titulaires de droits utiles soi(en)t placé(s) dans l'incertitude quant à son bien durant une période trop importante.

L'audition de la ou des personnes concernée(s) leur permet de faire valoir tous les éléments qu'il(s) estime(nt) utile de communiquer au Gouvernement, d'autant qu'un avant-projet d'arrêté sera notifié qu'une audition soit demandée ou pas. Si cette audition aboutit, après vérifications adéquates, au constat que l'ouverture occasionnelle au public serait objectivement impossible, le Gouvernement en tiendra compte, et pourra mettre fin à la procédure.

Conformément aux exigences du principe de légalité, les éléments essentiels des modalités de l'ouverture occasionnelle au public, qui seront arrêtées par le Gouvernement, sont déterminés par l'ordonnance en projet.

A cet égard, l'ordonnance prévoit que l'arrêté détermine les modalités organisationnelles et infrastructurelles d'accès et de visite du bien, qui peuvent aussi porter sur les conditions d'accès du public au bien et de déroulement des visites. L'arrêté doit en effet pouvoir encadrer l'accès et le déroulement des visites, notamment en imposant des contraintes aux visiteurs. Ces contraintes sont justifiées par la nécessité de protéger le bien mais aussi les tiers. Ces contraintes peuvent prendre la forme de différentes mesures, comme par exemple l'interdiction d'accéder au bien avec un sac, un masque, un téléphone ou un appareil photo ; l'interdiction de manger et/ou de boire lors de la visite, etc. La présente ordonnance fournit ainsi aussi une base légale suffisante à ce propos.

Comme exposé au point III.2, une double limite temporelle est fixée : d'une part l'arrêté ne peut produire des effets au-delà de cinq années, sauf renouvellement et, d'autre part, un nombre maximum de quinze jours pour l'ouverture occasionnelle au public est imposé par année.

Le caractère obligatoire de l'arrêté de mise à disposition dès sa notification aux personnes concernées vise à éviter que le délai de publication au Moniteur belge et d'entrée en vigueur soit utilisé pour contourner les effets de l'arrêté de mise à disposition.

Article 8.

Le propriétaire du bien dispose déjà d'une intervention de la Région dans certains frais liés à la conservation du bien, puisqu'il bénéficie des effets du classement. Sous peine de rendre inutile cette disposition, il convient de prévoir le principe d'une intervention supplémentaire. Cela est également logique dans la mesure où l'ouverture occasionnelle au public impliquera en principe des frais plus importants que le classement.

Le paragraphe 3 se justifie par la nécessité pour la Région de déterminer l'identité d'un nouveau propriétaire du bien/ titulaires de droits en vue de l'application de l'ordonnance en projet. Il est également indispensable que le nouvel acquéreur soit informé de l'ouverture occasionnelle au public bien et de ses modalités au vu des conséquences que cela aura sur le bien qu'il prévoit d'acquérir. Ces circonstances justifient de sanctionner d'une nullité de plein droit la convention qui ne respectera pas cette disposition.

Article 9.

La prolongation de l'ouverture occasionnelle au public peut être fixée de commun accord avec le titulaire de droits sur le bien, ou être fixée unilatéralement par le Gouvernement.

Dans cette seconde hypothèse, les modalités sont similaires à la procédure de l'ouverture occasionnelle au public initiale.

Article 10.

Il ne peut être exclu que des circonstances rendent impossibles ou sans effet l'ouverture occasionnelle au public du bien. On peut ainsi imaginer le cas où le bien serait détruit, totalement ou partiellement, ou l'hypothèse la mise à disposition ne répondrait plus aux exigences de sécurité nécessaires.

Dans ces situations, le Gouvernement met fin à l'ouverture occasionnelle au public du bien.

Article 11.

Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance sont sanctionnées par des amendes administratives, pour les raisons évoquées au point III.5.

Comme cela a été exposé, des infractions pénales sont déjà prévues dans le CoBAT et s'appliquent donc déjà aux biens visés par l'ordonnance en projet. Il y a donc lieu de ne pas faire double emploi avec ces dispositions, et uniquement viser les actes qui n'entrent pas dans le champ d'application du CoBAT. C'est aussi pour cette raison qu'il est prévu que la procédure de sanction visée par l'ordonnance en projet ne s'appliquera que dans l'hypothèse où les sanctions, pénales ou administratives, prévues par le CoBAT ne s'appliquent pas.

S'agissant de l'infraction visée au 1°, on peut penser, de manière non-limitative, à l'occupation des parties du bien mises à la disposition du public pendant les périodes de mises à disposition ou au refus de permettre aux agents de l'Administration dûment autorisés d'accéder au bien dans le cadre de la visite prévue à l'article 5.

Article 12.

En vertu de l'article 15 de la Constitution, les visites domiciliaires ne sont possibles que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

L'article 1^{er}, alinéa 2, 3°, de la loi du 7 juin 1969 fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions, visites domiciliaires ou privation de liberté prévoit que

Les visites domiciliaires sont toujours possibles, sans mandat et de jour comme de nuit, si la personne qui en a la jouissance effective donne son consentement écrit et préalable³⁰. Les fonctionnaires constatateurs qui procèdent aux visites domiciliaires sans mandat sont tenus de veiller au respect de ces modalités. A défaut, un mandat devra être obtenu.

Article 13.

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 14.

La procédure d'amende administrative est inspirée des procédures mises en place par le CoBAT et l'ordonnance du 25 avril 2019 précitée.

La fourchette de l'amende qui peut être infligée par le fonctionnaire sanctionnateur permet à celui-ci d'apprécier les circonstances propres à chaque cas d'espèce et d'assurer que l'amende infligée aura un caractère dissuasif.

³⁰ Article 1^{er}, alinéa 2, 3°, de la loi du 7 juin 1969 fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à [des perquisitions, visites domiciliaires ou privation de liberté ; Cass., 3 décembre 1996, P960257N.

Article 15.

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 16.

La procédure, contradictoire, est entamée par le fonctionnaire sanctionnateur qui informe le contrevenant de infractions reprochées et des sanctions encourues. Il indique également les éléments pris en compte pour déterminer le montant de l'amende éventuelle.

Le contrevenant est invité à faire valoir ses observations, par écrit ou oralement, avant que le fonctionnaire sanctionnateur n'adopte sa décision. Il peut consulter le dossier ouvert à son encontre et être assisté par un avocat.

Le délai de trente jours apparaît suffisant pour préparer la défense du contrevenant.

Article 17.

Dans un souci d'efficacité répressive, la décision du fonctionnaire sanctionnateur peut prendre plusieurs formes afin de lui permettre d'adopter celle qu'il estimera la plus adéquate au regard des circonstances concrètes de chaque cas d'espèce.

Il est ainsi prévu de prendre en compte le comportement positif du contrevenant, après l'entame de la procédure d'amende administrative, pour déterminer la décision à adapter. Ce comportement peut également être pris en compte pour déterminer des éventuelles circonstances atténuantes.

Article 18.

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 19.

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

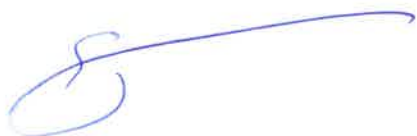
Article 20.

Des délégations sont prévues au profit de certains fonctionnaires, désignés par le Gouvernement. Elles se justifient par un souci d'efficacité et porte sur des missions techniques dont les éléments essentiels sont déterminés dans l'ordonnance en projet.

Des sanctions administratives sont notamment érigées, ce qui implique la désignation d'un fonctionnaire sanctionnateur dont les règles d'incompatibilités et de conflits d'intérêts sont déterminées par le Gouvernement.

Article 21.

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' followed by a long horizontal stroke that curves slightly upwards at the end.

Sven GATZ

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE OVER DE OPWAARDERING EN DE OCCASIONELE OPENING VOOR HET PUBLIEK VAN UITZONDERLIJKE GOEDEREN

Memorie van toelichting

I. INLEIDING

De erkenning, het onderhoud en de opwaardering van het Brusselse historische, culturele en bouwkundige erfgoed heeft altijd een belangrijke rol gespeeld in het Brusselse gewestbeleid sinds de bevoegdheden daarvoor in de loop van de opeenvolgende staatshervormingen naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werden overgedragen.

De bepalingen van titel V van het BWRO over de bescherming van het onroerend erfgoed of de ordonnantie van 25 april 2019 betreffende het roerend en immaterieel cultureel erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest¹ bevatten voorbeelden van onder meer het belang van deze doelstellingen voor het Gewest.

De huidige legislatuur sluit zich ook aan bij deze invalshoek. In haar algemene beleidsverklaring² heeft de Regering namelijk het volgende benadrukt:

- haar wil om het publiek bewust te maken van het erfgoed³;
- de versterking van het opwaarderingsbeleid van het erfgoed⁴;
- de rijkdom en diversificatie van het Brussels erfgoed, zowel op archeologisch en bouwkundig als op geschiedkundig, cultureel, folkloristisch en milieuvlak en de wil van de Regering om het behoud en de opwaardering van dit erfgoed tot een sterke pijler van de aantrekkelijkheid van de hoofdstad op internationaal niveau te laten uitgroeien⁵.

Bovendien heeft het Gewest, zoals ook vermeld in de algemene beleidsverklaring van de regering⁶, de Kaderconventie van de Raad van Europa over de waarde van cultureel erfgoed voor de samenleving geratificeerd⁷. Deze conventie stelt in het bijzonder dat de staten die er partij van zijn:

- overeenkomen dat het recht op cultureel erfgoed onlosmakelijk verbonden is aan het recht om aan het culturele leven deel te nemen (artikel 1);
- erkennen dat elke persoon het recht heeft om te genieten van het cultureel erfgoed (artikel 4);
- zich ertoe verbinden om het culturele erfgoed op te waarderen, met name door de voorstelling ervan (artikel 5);

¹ B.S., 17 mei 2019.

² Gemeenschappelijke Algemene Beleidsverklaring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie - *Regeerperiode 2019-2024*

³ *Ibidem*, p. 91.

⁴ *Ibidem*, p. 122.

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Ibidem*, p. 91.

⁷ Decreet van 11 mei 2017 houdende instemming met de Kaderconventie van de Raad van Europa over de Waarde van Cultureel Erfgoed voor de Samenleving, gedaan te Faro op 27 oktober 2005, B.S., 30 mei 2017.

- zich ertoe verbinden om maatregelen te nemen die de toegang tot het erfgoed verbeteren (artikel 12).

Het is met name op basis van deze conventie dat het Comité van Ministers van de Raad van Europa op 22 februari 2017 de aanbeveling van het Comité van Ministers van de Raad van Europa over de Strategie voor het cultureel erfgoed in Europa in de 21ste eeuw ("*Strategie 21*") heeft goedgekeurd. De Regering heeft overigens de aanbevelingen van deze strategie als referentie gebruikt voor de organisatie van een participatiedynamiek in het Brusselse erfgoedbeheer⁸. De lidstaten kregen namelijk de aanbeveling om de strategie in de geschikte bestuursniveaus uit te voeren. Een van deze aanbevelingen is om het erfgoed toegankelijker te maken ("*aanbeveling S2*") en het erfgoed, dat gemeenschappelijk goed is, op te waarderen als een ontmoetingsplaats en een hefboom voor interculturele dialoog en voor vrede en verdraagzaamheid. ("*aanbeveling S4*").

Het erfgoedbeleid beoogt het levenskader en de levenskwaliteit van de bewoners en bezoekers van het Gewest te verbeteren. Door zijn impact op het toerisme, het onderwijs en de werkgelegenheid draagt het ook sterk bij tot de sociale en economische ontwikkeling van het Gewest. De positieve gevolgen van dit beleid komen nog sterker tot uiting in de huidige sociaal-economische context.

Nog met betrekking tot de internationale verbintenissen van het Gewest moet ook de Overeenkomst van 16 november 1972 inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld, dat op 16 november 1972 werd ondertekend in Parijs, op 17 maart 1994⁹ werd goedgekeurd door het Gewest en op 24 juli 1996 werd geratificeerd door België, worden vermeld. Artikel 4 daarvan benadrukt dat alle staten die partij zijn een "verplichting om (...) de opwaardering en overdracht aan de toekomstige generaties te verzekeren" erkent voor het culturele erfgoed waar deze overeenkomst betrekking op heeft en dat deze verplichting in de eerste plaats toekomt aan de staten die partij zijn van deze overeenkomst.

Vanuit die invalshoek werd de ontwerpordonnantie samengesteld.

Zoals Strategie 21 benadrukt is het erfgoed een gemeenschappelijk, niet-hernieuwbaar goed en is de samenleving in haar geheel, met inbegrip van en zelfs vooral haar beleidskaders, verantwoordelijk voor de bewaring, bescherming, restauratie en opwaardering ervan.

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zouden sommige onroerende goederen door hun buitengewone culturele, historische of bouwkundige kenmerken toegankelijk moeten zijn voor het publiek, aan bepaalde voorwaarden en modaliteiten, om de bovengenoemde doelstellingen te bereiken. Die buitengewone kenmerken rechtvaardigen de opwaardering van het betrokken goed.

De goederen die eigendom zijn van het Gewest kunnen probleemloos occasioneel worden opengesteld voor het publiek.

Voor privégoederen kan het Gewest contact opnemen met de eigenaars om ze toegankelijk te maken voor het publiek, aan de voorwaarden die met de eigenaars zouden worden onderhandeld. Dat gebeurt voor emblematische gebouwen zoals het Solvayhuis of Hotel van Eetvelde, die voortaan aan bepaalde voorwaarden en modaliteiten kunnen worden bezocht.

Dat is altijd de voorkeursoplossing. Zo kan het evenwicht tussen de noodzakelijke opwaardering en het delen van deze buitengewone goederen en het behoud van de privébelangen zo goed mogelijk worden bewaard.

Het Gewest moet er evenwel rekening mee houden dat de eigenaars van de betrokken goederen zelfs een beperkte toegang van het publiek tot hun eigendom kunnen weigeren. Zoals het Comité van

⁸ Gemeenschappelijke Algemene beleidsverklaring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, *Regeerperiode 2019-2024*, p. 91.

⁹ Ordonnantie van 17 maart 1994 houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld, *B.S.*, 18 mei 1994.

Ministers van de Raad van Europa heeft benadrukt, moet het erfgoed worden beschouwd als een gemeenschappelijk, niet-hernieuwbaar goed waarvan de opwaardering onder de verantwoordelijkheid van de samenleving in haar geheel valt. In geval van weigering door de eigenaars kan het buitengewone karakter van de betrokken gebouwen bijgevolg rechtvaardigen dat het algemene belang boven het privébelang wordt geplaatst en kan onder bepaalde voorwaarden en modaliteiten dus worden opgelegd dat het goed de occasionele opening voor het publiek wordt gesteld, in naleving van de rechten en vrijheden van de betrokken personen.

Dat is de doelstelling van de ontwerpordonnantie.

II. BEVOEGDHEDEN

De ontwerpordonnantie stoelt op de bevoegdheid van het Gewest inzake monumenten en landschappen, zoals bedoeld in artikel 6, §1, eerste lid, I, 7° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De parlementaire werkzaamheden met betrekking tot de wet van 9 augustus 1998 tot wijziging van 8 augustus 1980 benadrukken dat deze bevoegdheid betrekking heeft op “met name alle maatregelen ter identificatie, bewaring, bescherming, onderhoud, restauratie, versterking, opwaardering, beheer en promotie en de subsidiëring van de monumenten, architectonische gehelen en landschappen”¹⁰. Daaruit blijkt duidelijk dat alle maatregelen over de opwaardering, het beheer en de promotie onder de bevoegdheid van het Gewest vallen. In elk geval houdt het gebrek van de woorden “met name” in dat niet alle onderdelen van de gewestelijke bevoegdheid wordt opgesomd.

De ontwerpordonnantie strekt ertoe bepaalde uitzonderlijke onroerende goederen, die bovendien al beschermd worden door het Gewest, occasioneel open te stellen voor het publiek.

Het voorwerp daarvan valt duidelijk onder de gewestelijke bevoegdheid voor monumenten en landschappen, zoals hierboven omschreven. Een monument, een beschermd goed, toegankelijk maken voor het publiek draagt bij aan de opwaardering en promotie ervan en past in het beheerskader ervan.

III. BEGINSELEN VAN DE ORDONNANTIE

Sinds 1989 neemt het Gewest voor het onroerend cultureel erfgoed (monumenten en landschappen) initiatieven die met name verband houden met de inventarisering, bescherming, documentatie en de bewustmaking van het publiek over de instandhouding van het culturele erfgoed, evenals de opvolging van de bewaring van deze goederen of collecties en hun eventuele verplaatsingen.

Met name in het licht van de hierboven aangehaalde internationale verbintenissen wenst het verder te gaan in de uitoefening van zijn bevoegdheid inzake monumenten en landschappen. Zoals uiteengezet omvat deze bevoegdheid de opwaardering, het beheer en de promotie van de momenten en landschappen, met de verzekering dat het publiek toegang heeft tot uitzonderlijke onroerende goederen op zijn grondgebied.

Door beperkingen van het eigendomsrecht en het recht op het ongestoord genot van de eigendom die de ontwerpordonnantie ten aanzien van de betrokken personen zou kunnen inhouden, moet het

¹⁰ Ontwerpwet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, memorie van toelichting, *Doc.*, Kamer, 1988, nr. 561/1, p.6.

toepassingsgebied, en met name de betrokken goederen, worden omschreven. De redenen waarom de Regering van oordeel is dat de ontwerpordonnantie de fundamentele vrijheden die op het spel staan naleeft, met name door op dat vlak de nodige garanties te bieden, zullen worden uiteengezet.

III.1 Toepassingsgebied

Zoals dat al het geval is in de wetgevende instrumenten van het Gewest inzake monumenten en landschappen, wordt zijn bevoegdheid los van het eigendom van de betrokken goederen uitgeoefend. De doelstelling van de ontwerpordonnantie is niet om een onteigeningssysteem of eender welk mechanisme voor de overdracht van het eigendomsrecht in te stellen.

Het toepassingsgebied van de ordonnantie bevat een materieel en een territoriaal gedeelte. Door de onroerende aard van de betrokken goederen moet het toepassingsgebied niet worden vastgelegd. De tijdelijke aanwezigheid van deze goederen op het gewestelijke grondgebied stelt zich immers niet.

a) Materieel toepassingsgebied

De Regering is zich bewust van de beperkingen die de rechthouders ten aanzien van de door de ontwerpordonnantie betrokken goederen kunnen ondervinden. Daarom wenst ze zich enkel te richten op degene die, op basis van een objectief criterium, een uitzonderlijk en uniek karakter hebben dat hun occasionele opening voor het publiek rechtvaardigt opdat ze onder vastgelegde modaliteiten toegankelijk kunnen zijn en bezocht kunnen worden. Deze modaliteiten zullen van die aard zijn dat ze het uitzonderlijke karakter van de goederen in kwestie bewaren en beschermen. Het spreekt vanzelf dat de ontwerpordonnantie het publiek geen subjectief recht toekent ten aanzien van die goederen, die eigendom blijven van hun eigenaars.

De ontwerpordonnantie heeft dus enkel betrekking op de onroerende goederen die zijn ingeschreven op de werelderfgoedlijst van Unesco, overeenkomstig de eerder vermelde overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld.

Via de verwijzing naar deze lijst kan het materiële toepassingsgebied van de ontwerpordonnantie objectief worden vastgelegd, namelijk de inschrijving op een lijst die wordt bijgehouden door een gespecialiseerde internationale instelling en gebaseerd is op selectiecriteria die de uitzonderlijke erfgoedwaarde van het goed verzekeren. Een goed mag namelijk enkel op de werelderfgoedlijst van Unesco worden opgenomen als het aan een van de volgende criteria voldoet¹¹:

- (i) het vertegenwoordigt een meesterwerk van het menselijk creatief vernuft;
- (ii) het vertoont een belangrijke uitwisseling van menselijke waarden – gedurende een bepaalde periode of binnen een cultureel gebied in de wereld – voor ontwikkelingen in architectuur of technologie, monumentale kunsten, stadsontwerp of landschapsinrichting;

¹¹ UNESCO, *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, 31 juli 2021, pp. 23 en 30, te raadplegen op: <https://whc.unesco.org/fr/orientations/>.

- (iii) het getuigt van een unieke, of ten minste een exceptionele, culturele traditie of beschaving die nog voortleeft of is verdwenen;
- (iv) het is een uitzonderlijk voorbeeld van een type gebouw, een architectonisch of technologisch geheel, of een landschap, dat (een) belangrijke fase(s) van de menselijke geschiedenis weergeeft;
- (v) het is een uitzonderlijk voorbeeld van een traditionele menselijke nederzetting, traditioneel landgebruik of zeegebruik, typerend voor een cultuur (of culturen) of een menselijke interactie met de omgeving, in het bijzonder wanneer het kwetsbaar is geworden als gevolg van onomkeerbare veranderingen;
- (vi) het wordt direct of tastbaar geassocieerd met gebeurtenissen of levende tradities, met ideeën, met overtuigingen, met artistieke en literaire werken van uitzonderlijke universele betekenis. (Het Werelderfgoedcomité is van mening dat dit criterium bij voorkeur dient te worden gebruikt in combinatie met andere criteria);
- (vii) het bevat ongeëvenaarde natuurfenomenen of -gebieden van uitzonderlijke natuurlijke schoonheid en esthetisch belang;
- (viii) het bevat uitzonderlijke voorbeelden die belangrijke fases in de geschiedenis van de aarde weergeven, inclusief de getuigenis van het leven – zoals het fossielenarchief –, belangrijke voortgaande geologische processen in de ontwikkeling van landvormen, of belangrijke geomorfologische of fysisch-geografische elementen;
- (ix) het bevat uitzonderlijke voorbeelden van belangrijke voortgaande ecologische en biologische processen in de evolutie en ontwikkeling van ecosystemen en habitats van planten en dieren, op het land, in zoet water, aan de kust en in de zee;
- (x) het bevat de belangrijkste en meest waardevolle natuurlijke leefgebieden voor het ter plekke behouden van biodiversiteit, waaronder gebieden met bedreigde soorten die van uitzonderlijke universele waarde zijn vanuit het gezichtspunt van wetenschap of natuurbehoud.

Via de verwijzing naar deze lijst kan het materiële toepassingsgebied van de ordonnantie ook worden beperkt tot wat noodzakelijk lijkt in het kader van de doelstelling die het Gewest nastreeft. Slechts zes van de vijftien Belgische goederen op de Werelderfgoedlijst bevinden zich namelijk in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest¹².

Er moet worden verduidelijkt dat het Gewest wel goederen kan voorstellen om op de lijst te worden ingeschreven, maar dat het Intergouvernementeel Comité voor de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld de beslissing over de inschrijving neemt. Twee onafhankelijke raadgevingsinstanties steunen dat comité bij deze taak: de Internationale Raad voor Monumenten en Landschappen (ICOMOS) en de Internationale Unie voor Natuurbescherming (IUCN).

Het op die manier vastgelegde toepassingsgebied is een objectief criterium. In combinatie met de doelstellingen van deze ordonnantie rechtvaardigt dat criterium het onderscheid ten aanzien van de betrokken goederen en van degene die niet onder het toepassingsgebied van de ordonnantie vallen.

b) Territoriaal toepassingsgebied

De ontwerpordonnantie heeft betrekking op de onroerende goederen die ingeschreven zijn op de Werelderfgoedlijst van Unesco en op het gewestelijke grondgebied liggen.

III.2 De naleving van de grondrechten

De Regering is zich ervan bewust dat de ontwerpordonnantie het eigendomsrecht van de betrokken personen en het recht op het ongestoord genot van de eigendom zou kunnen beperken. Deze rechten zijn vastgelegd door artikel 1 van het eerste aanvullend protocol bij het Europees verdrag voor de Rechten van de Mens (hierna "EVRM"). Hun recht op een privéleven, in de zin van artikel 22 van de Grondwet en van artikel 8 van het EVRM, kan ook worden aangetast.

Behalve de afbakening van het toepassingsgebied van de ontwerpordonnantie heeft de Regering bij de opstelling van die laatste rekening gehouden met de toepasbare beginselen ten aanzien van dergelijke beperkingen en met name door alle nodige garanties voor de naleving van deze beginselen in te voeren.

Een inmenging in het eigendomsrecht en in het recht op het ongestoord genot van de eigendommen die in artikel 1 van het eerste aanvullend protocol bij het EVRM worden vastgelegd, houdt in dat die inmenging het legaliteitsbeginsel naleeft (a), een legitiem doel nastreeft (b) en noodzakelijk is in een democratische samenleving, wat inhoudt dat ze een billijk evenwicht tussen de belangen van de gemeenschap en de handhaving van de rechten van het individu naleeft¹³ (c).

Wat het recht op een privéleven en een gezinsleven betreft, moet de inmenging ook worden voorzien door een voldoende nauwkeurige wetbepaling, een legitiem doel nastreven en noodzakelijk zijn in een democratische samenleving, wat inhoudt dat ze aan een dwingende maatschappelijke behoefte voldoet

¹² Het gaat om de Grote Markt van Brussel, de belangrijkste woningen van architect Victor Horta (Hotel Tassel, het Solvayhuis, Hotel van Eetvelde, het Hortahuis en het atelier ervan) en het Stoclepaleis. Zie de door Unesco gepubliceerde lijst: <https://whc.unesco.org/fr/list/?search>.

¹³ Eur. Hof R.M. (Grote Kamer), arrest *Beyeler c. Italie*, 5 januari 2000, §§107 tot 114.

en in verhouding staat tot het nagestreefde legitieme doel. Deze vereisten vallen samen met degene die van toepassing zijn ten aanzien van het recht op het ongestoord genot van de eigendom¹⁴.

Hoewel de onroerende goederen die onder het toepassingsgebied van de ontwerpordonnantie vallen voor zover het Gewest weet momenteel niet door hun eigenaar worden bewoond, kunnen dezelfde beginselen van toepassing zijn voor het recht op huisvesting, als verlengstuk van het door artikel 8 van het EVRM vastgelegde recht op een privéleven en een gezinsleven¹⁵.

a) *Het formele legaliteitsbeginsel*

Overeenkomstig het legaliteitsbeginsel, dat zowel uit het EVRM als uit artikel 22 van de Grondwet voortvloeit, worden de beperkingen van de betreffende rechten en vrijheden in een voldoende nauwkeurige wetsbepaling vastgelegd. De door de ontwerpordonnantie aangebrachte delegaties hebben enkel betrekking op de uitvoering van maatregelen waarvan de essentiële onderdelen zijn vastgelegd.

De ontwerpordonnantie is ook in overeenstemming met het legaliteitsbeginsel uit artikel 23, tweede lid van de Grondwet. Dat artikel legt namelijk op dat de bevoegde wetgever de culturele rechten en de voorwaarden voor de uitoefening ervan vastlegt, rekening houdend met de overeenkomstige plichten. De door de ontwerpordonnantie aangebrachte delegaties zijn beperkt tot de uitvoering van maatregelen waarvan ze het voorwerp van bepaalt, zoals *infra* zal worden uiteengezet.

b) *Het legitieme doel*

Het door de inmenging nagestreefde doel moet legitiem zijn en dus op het algemene belang of het openbaar nut gebaseerd zijn. In het licht van artikel 8 van het EVRM moet de inmenging een maatregel zijn die noodzakelijk is voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.

Dat is de grondslag van de ontwerpordonnantie.

Die strekt namelijk tot de opwaardering van het uitzonderlijke Brusselse cultureel erfgoed om de culturele ontplooiing en dus de levenskwaliteit van de bewoners van het Gewest te bevorderen en zowel zijn nationale als internationale aantrekkelijkheid te verzekeren. De positieve effecten van de door de ontwerpordonnantie nagestreefde erfgoedopwaardering voor de sociale en economische ontwikkeling van het Gewest zijn ook de grondslagen van het Gewest.

Er moet ook worden benadrukt dat artikel 1 van de Kaderconventie van de Raad van Europa over de waarde van het cultureel erfgoed voor de samenleving voorziet dat de staten die er partij van zijn, moeten erkennen dat de instandhouding van het cultureel erfgoed en het duurzame gebruik ervan gericht zijn op de menselijke ontwikkeling en de levenskwaliteit.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft de legitimiteit van het cultuurbeleid voortdurend erkend.

In een zaak waarin het door een staat ingestelde voorkeepsrecht in vraag werd gesteld, oordeelde het dat de controle van de markt van kunstwerken erfgoedbelang heeft voor de staat en aansluit bij het nastreven van een legitiem doel ter bescherming van het cultureel en artistiek erfgoed van een land.

In diezelfde zin oordeelde het Europees Hof voor de Rechten van de Mens dat een maatregel voor de instandhouding van beschermde onroerende goederen als historische monumenten en die streeft naar de

¹⁴ In die zin: Eur. Hof. R.M. (Grote Kamer), arrest *Lee c. Royaume-Uni*, 18 januari 2001, §121 ; Eur. Hof R.M. (Grote Kamer), arrest *Iatridis c. Grèce*, 25 maart 1999, §69.

¹⁵ Eur. Hof R.M. arrest *Winterstein et autres c. France*, 17 oktober 2013, §141 tot §167.

geschiktste oplossing om zowel de belangen van de samenleving, zoals een ruime toegankelijkheid voor het publiek, als die van de eigenaars te waarborgen, beschouwd moet worden als een maatregel die een legitiem doel nastreeft in het kader van de bescherming van het cultureel erfgoed van een staat¹⁶.

De Grote Kamer van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft ook het legitieme karakter erkend van de staat die de voorkeur geeft aan de geschiktste oplossing om universele kunstwerken op zijn grondgebied ruim toegankelijk te maken voor het publiek, in het algemene belang van de universele cultuur¹⁷.

Tot slot was het Hof in een arrest over de onteigening van een gebouw door de bescherming ervan als cultureel goed van oordeel dat deze inmenging in het eigendomsrecht een legitiem doel nastreefde in het kader van de bescherming van het cultureel erfgoed.

Gelet op deze vaste rechtspraak is de Regering van oordeel dat het legitieme karakter van de door de ontwerpordonnantie nagestreefde doelstelling is vastgesteld.

c) *Het evenredigheidsbeginsel*

Tot slot moet er een redelijke evenredigheid zijn tussen de aangewende middelen en het beoogde doel opdat er een billijk evenwicht is tussen het algemene belang en de bescherming van de grondrechten.

Om dat evenwicht te beoordelen, gaat het Europees Hof voor de Rechten van de Mens na of de inmenging geen onevenredig hoge impact heeft op de betrokken mensen.

De omvang van de controle hangt af van de doorgevoerde maatregelen. Hij onderscheidt namelijk de maatregelen die tot een ontneming van het eigendom leiden van de maatregelen die het gebruik van het eigendom regelen. De controle ervan is strikter ten aanzien van die eerste omdat die in principe buitensporig zijn als er geen gepaste schadevergoeding tegenover staat¹⁸, wat niet het geval is voor de maatregelen die het gebruik van de goederen regelen¹⁹.

De ontwerpordonnantie voorziet dat, onder bepaalde voorwaarden en aan bepaalde modaliteiten, de onroerende goederen binnen haar toepassingsgebied toegankelijk worden gemaakt voor het publiek, via een onderhandelde overeenkomst met de personen die er de rechten van hebben of via de goedkeuring van een regeringsbesluit. Ze voorziet een beperkte occasionele opening voor het publiek²⁰, met een in tijd beperkte frequentie.

Ze legt geen overdracht van het eigendomsrecht van de betrokken goederen op, verbiedt hun rechthebbenden niet om hun goed te verkopen of te verhuren en belet hen evenmin om hun goed te gebruiken.

Ze voorziet bovendien dat de occasionele opening voor het publiek niet meer dan vijftien dagen per jaar mag bedragen, wat een beperkte beperking verzekert voor de eigenaar.

De ontwerpordonnantie leidt dus tot een regelgeving van het gebruik van de betrokken goederen in de zin van artikel 1, tweede lid van het eerste aanvullend protocol bij het EVRM.

¹⁶Eur. Hof R.M., arrest *Debelianovi c. Bulgarie*, 29 maart 2007, §§53 en 54.

¹⁷Eur. Hof R.M. (Grote Kamer), arrest *Beyeler c. Italie*, 5 januari 2000, §113.

¹⁸Eur. Hof R.M., arrest *Vistiņš et Perepjolkins c. Lettonie*, 25 oktober 2012, §110 ; Eur. Hof, R.M., arrest *Yetiş et autres c. Turquie*, 6 juli 2010, §45.

¹⁹Eur. Hof R.M. (Grote Kamer), arrest *Brosset-Triboulet et autres c. France*, 29 maart 2010, §94 ; Eur. Hof R.M. (Grote Kamer), arrest *Depalle c. France*, 29 maart 2010, §91.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft al geoordeeld dat een maatregel niet met een formele onteigening en evenmin met een feitelijke onteigening kan worden gelijkgesteld als de effecten ervan tijdelijk zijn (Eur. Hof R.M., arrest *Debelianovi c. Bulgarie*, 29 maart 2007, §51).

Er moet eerst worden benadrukt dat de staten volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens een ruime beoordelingsmarge hebben om te beslissen over de door te voeren maatregelen om het gebruik van een goed te reglementeren²¹ en dat deze beoordelingsmarge “nog ruimer” is als het betrokken goed culturele waarde heeft of als historisch erfgoed beschermd is. Het Gewest oefent zijn bevoegdheid dus uit in het kader van een uiterst ruime beoordelingsmarge aangezien de betrokken goederen ingeschreven zijn op de Werelderfgoedlijst van Unesco.

Bovendien houdt het Hof in de evenredigheidsbeoordeling van de maatregel ook rekening met reeds bestaande beperkingen op het goed. Welnu, de goederen die onder het toepassingsgebied van de ontwerpordonnantie vallen zijn noodzakelijk goederen die al voorafgaand werden beschermd door hun inschrijving op de Werelderfgoedlijst van Unesco. Dat geldt in ieder geval voor alle goederen die momenteel onder het toepassingsgebied van de ontwerpordonnantie vallen.

De ontwerpordonnantie voert verschillende elementen in om te verzekeren dat er een billijk evenwicht is tussen het algemene belang en de bescherming van de grondrechten.

Vooraleer de goedkeuring van de ontwerpordonnantie voor te stellen moet eerst worden verduidelijkt dat het Gewest altijd voor onderhandelingen met de betrokken eigenaars heeft gekozen. Op die manier zijn het Solvayhuis en Hotel van Eetvelde vandaag toegankelijk voor het publiek, maar niet alle eigenaars van de uitzonderlijke goederen op het gewestelijke grondgebied hebben aanvaard om in onderlinge overeenstemming met het Gewest een bepaalde toegankelijkheid voor het publiek mogelijk te maken. Dat heeft het Gewest aangezet om een wetgevend instrument te overwegen dat deze occasionele opening voor het publiek mogelijk kan maken als er geen informele oplossing met de eigenaars kan worden gevonden.

Er moet worden benadrukt dat zowel het Grondwettelijk Hof²² als het Europees Hof voor de Rechten van de Mens²³ in het evenredigheidsonderzoek van de maatregelen ter beperking van het eigendomsrecht rekening houden met garanties voor de betrokken eigenaars.

Welnu, de ontwerpordonnantie voorziet verschillende garanties die ervoor zorgen dat de rechten van de betrokken eigenaars in het licht van de nagestreefde doelstellingen niet buitensporig worden aangetast.

Zoals uiteengezet voorziet de ontwerpordonnantie eerst en vooral slechts één beperkte categorie van onroerende goederen.

Daarna wordt voorzien dat de bij de personen die betrokken zijn bij de occasionele opening voor het publiek van het goed, en met name de eigenaar van dat goed, hun opmerkingen kunnen uitbrengen vóór de goedkeuring van het regeringsbesluit dat een uitspraak doet over de occasionele opening voor het publiek. De Regering moet rekening houden met deze opmerkingen en de beslissing om het besluit goed te keuren zal op dat vlak moeten worden gemotiveerd.

De ontwerpordonnantie voorziet bovendien dat er voor elke procedure tot occasionele opening voor het publiek een comité van experts moet worden geraadpleegd. Dat comité moet een advies aan de Regering uitbrengen over de haalbaarheid van de occasionele opening voor het publiek van het goed en, in voorkomend geval, de modaliteiten ervan.

Nadat dat advies is uitgebracht, kunnen de betrokken personen hun opmerkingen ook uitbrengen en gehoord worden voordat het besluit tot occasionele opening van het goed voor het publiek goedgekeurd

²¹Eur. Hof R.M., arrest *Ruspoli Morenes c. Espagne*, 28 juni 2011, §39.

²² Arbitragehof, 6 juli 2005, nr. 120/2005, B.19 ; Arbitragehof, 20 april 2005, nr. 69/2005, B.17.10 ; Arbitragehof, 9 februari 2005, nr. 32/2005, B.10.

²³Eur. Hof R.M., beslissing *Galtieri c. Italie*, 24 januari 2006; Eur. Hof R.M. (Grote Kamer), arrest *Immobiliare Saffi c. Italie*, 28 juli 1999, §54.

wordt. Er wordt bovendien voorzien dat het voorontwerp van besluit nog voor de hoorzitting ter kennis van hen moet worden gebracht.

Er moet nog worden vermeld dat, als de Regering beslist om de procedure tot occasionele opening voor het publiek voort te zetten, de persoon of personen kan of kunnen onderhandelen over een overeenkomst waarin de modaliteiten van de occasionele opening voor het publiek worden vastgesteld. Ze zullen ook de garantie hebben dat ze altijd met het Gewest de modaliteiten kunnen bepalen die hen beter zouden kunnen schikken dan als ze eenzijdig door de Regering zouden worden vastgelegd.

De goedkeuring van het regeringsbesluit kan het recht op subsidies voor de instandhouding en het onderhoud van het goed openen. Deze subsidies komen bovenop degene die de eigenaars krijgen voor de bescherming van het goed. De kosten voor de occasionele opening voor het publiek worden integraal gedragen door het Gewest.

Er moet ook worden benadrukt dat het in het kader van de occasionele opening voor het publiek van het goed goedgekeurde regeringsbesluit een administratieve handeling is die voor de Raad van State kan worden aangevochten.

Tot slot wordt de occasionele opening voor het publiek voor een maximale, hernieuwbare termijn van vijf jaar voorzien. In geval van verlenging kunnen de betrokken personen schriftelijk hun opmerkingen over het voorontwerp van besluit tot verlenging uitbrengen. Als de Regering beslist om de occasionele opening voor het publiek te verlengen, kunnen de betrokken personen opnieuw een overeenkomst sluiten om deze occasionele opening voor het publiek te organiseren.

III.3 Het comité van onafhankelijke experts

Gelet op de techniciteit van deze kwesties en dus op de noodzaak om experts in te zetten om de Regering advies te verlenen over de door de ontwerpordonnantie toegewezen opdrachten, wordt een gespecialiseerd comité met onafhankelijke experts ingesteld.

Om de administratieve diensten te stroomlijnen werd beslist dat het comité uit leden van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML) zal bestaan.

Door de specifieke kenmerken van de opening van uitzonderlijk goederen voor het publiek kan de KCML zich laten bijstaan door externe deskundigen die gespecialiseerd zijn in de openstelling en veiligheid van erfgoedgebouwen die worden bezocht door het publiek (brandpreventievereisten, nooduitgangen, enz.). Deze deskundigen kunnen bijvoorbeeld brandweerman of -vrouw zijn of zijn geweest. Het spreekt voor zich dat ze moeten voldoen aan de vereisten voor verenigbaarheid en belangenconflicten die van toepassing kunnen zijn op hun functie. Ze hoeven niet noodzakelijk ervaring te hebben in het bewaren of opwaarderen van erfgoed.

Dat comité zal een advies uitbrengen over de modaliteiten om deze occasionele opening voor het publiek verenigbaar te maken met de kenmerken ervan (modaliteiten voor de bescherming van het goed en de elementen die zich er bevinden, beperking van het aantal gelijktijdige bezoekers, enz.). Het comité zal er met name voor zorgen dat de occasionele opening voor het publiek van het goed de bescherming van de goederen en de gevolgen ervan naleeft (zie in dat opzicht punt III.5).

III.4 Verenigbaarheid met de bescherming en met de gevolgen ervan

Het spreekt vanzelf dat de occasionele opening voor het publiek van het goed overeenkomstig de in de artikelen 231 tot 238 van het BWRO genoemde bescherming en de gevolgen ervan tot stand komt. Zo mag het gebruik van het goed niet leiden tot waardeverlies ervan, zoals vastgelegd in de criteria in artikel 206, 1° van het BWRO.

Dat is exact de rol van het voornoemde comité van experts, dat een advies zal uitbrengen over de modaliteiten die in het licht van de in artikel 206 genoemde belangen moeten worden uitgevoerd.

III.5 Inbreuken en sancties

De door het Gewest nagestreefde doelstellingen kunnen enkel worden bereikt als de niet-naleving van de bepalingen wordt gesanctioneerd.

In titel X van het BWRO, met name in artikel 300, 5° zijn al inbreuken en sancties voorzien over goederen die beschermd zijn of op de bewaarlijst ingeschreven zijn.

Aangezien de door de ontwerpordonnantie bedoelde goederen beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven moeten zijn, mag er geen overlapping met de bepalingen van het BWRO zijn en mogen enkel feiten die specifiek zijn aan de bepalingen van de ontwerpordonnantie strafbaar worden gesteld. Dat houdt elke handeling in die verhindert dat het eigendom occasioneel wordt opengesteld voor het publiek in overeenstemming met de modaliteiten die zijn vastgelegd in het regeringsbesluit. Het kan bijvoorbeeld gaan om een eigenaar die weigert om een kopie van de sleutels te overhandigen die toegang geven tot de delen van het eigendom die occasioneel toegankelijk zijn voor het publiek.

Aangezien het BWRO al voorziet in strafrechtelijke sancties voor bepaalde handelingen die kunnen worden uitgevoerd op uitzonderlijke eigendommen, werd besloten om alleen gebruik te maken van administratieve sancties.

IV. Commentaar bij de artikelen

Article 1.

Het eerste artikel behoeft geen bijzondere commentaar.

Article 2.

Artikel 2 somt bepaalde gebruikte begrippen op en omschrijft ze, waaronder de categorie van betrokken goederen. De beginselen in verband met het toepassingsgebied werden in punt III.1 uiteengezet.

Article 3.

Naar het voorbeeld van de KCML en de Commissie voor roerend en immaterieel cultureel erfgoed is technische bijstand voor de Regering noodzakelijk om de doelstellingen van de ontwerpordonnantie te verwezenlijken.

Gelet op het tijdelijke karakter van de technische bijstand, die enkel zal worden verleend als de Minister beslist om een procedure tot occasionele opening voor het publiek in te stellen voor een goed, zou het noch doeltreffend noch gepast zijn om een nieuwe permanente instantie op te richten.

Er werd dus voor gekozen dat het expertencomité uit leden van de KCML zal bestaan.

Gelet op het specifieke karakter van de opening van uitzonderlijke goederen voor het publiek werd bovendien voorzien dat het Comité zich kan laten bijstaan door externe deskundigen die gespecialiseerd zijn in de openstelling en veiligheid van uitzonderlijke goederen die opengesteld zijn voor het publiek.

Voor het overige wordt verwezen naar punt III.3.

Article 4.

Om doeltreffend te handelen, komt het initiatief van de Regering, in de persoon van de Minister. Dat is gerechtvaardigd door het beperkte aantal goederen in het toepassingsgebied van de ontwerpordonnantie en de wil van het Gewest om te onderzoeken hoe deze uitzonderlijke goederen in alle gevallen occasioneel kunnen worden opengesteld voor het publiek kunnen worden gesteld, in overeenstemming met de internationale verbintenissen van het Gewest en de beginselen die in de punten I en III worden uiteengezet. Als met andere woorden een Brussels goed op de Werelderfgoedlijst van UNESCO staat, wat in principe veronderstelt dat het Gewest vooraf de inschrijving ervan heeft aangevraagd, moet het Gewest onderzoeken hoe dat goed toegankelijk kan worden gemaakt voor het publiek, hetzij na overleg met de eigenaar en/of de houders van zakelijke en persoonlijke rechten, hetzij in het kader van de ontwerpordonnantie. Er moet dus geen andere mogelijke initiatiefnemer dan het Gewest worden voorzien.

Er wordt voorzien dat het Bestuur de betrokken personen erover inlicht dat er een uitspraak zal worden gedaan over de occasionele opening voor het publiek van hun goed, voordat ze de kans krijgen om te worden gehoord. Het zal ook een bericht laten publiceren in het Belgisch Staatsblad waarin wordt aangekondigd dat de Regering een uitspraak zal doen over de occasionele opening voor het publiek.

Enkel de geregistreerde houders van zakelijke en persoonlijke rechten worden bedoeld omdat het moeilijk kan blijken om titelhouders te identificeren van wie dergelijke rechten niet geregistreerd zijn.

Article 5.

De in paragraaf 3 voorziene mogelijkheid om het goed te bezoeken is noodzakelijk opdat het bestuur een verslag kan opstellen over de kwaliteiten van het goed, die per definitie nog niet integraal gekend kunnen zijn, alleszins wat de kwaliteiten betreft die niet zichtbaar zijn van buitenaf.

Article 6.

Zoals aangehaald in punt I heeft het Gewest er altijd naar gestreefd om samen met de eigenaars / houders van zinvolle rechten van emblematische patrimoniale goederen een oplossing te vinden, waardoor de publieke en private belangen beter kunnen worden gewaarborgd.

Om deze invalshoek aan te houden, kan de eigenaar, en in voorkomend geval ook degene met de daartoe benodigde rechten op het goed, met het Bestuur een overeenkomst sluiten waarin de modaliteiten van

de occasionele opening voor het publiek worden georganiseerd. Op die manier kunnen de titelhouder(s) en het Gewest een gemeenschappelijke basis proberen te vinden die zowel de essentiële doelstellingen van het Gewest als de privébelangen respecteert, in plaats van modaliteiten voor de occasionele opening voor het publiek van het goed op te leggen.

Er wordt voorzien dat het begin van de onderhandelingsprocedure, ingesteld door de verzending van een aangetekend schrijven door de houder van de zakelijke rechten die hem daartoe machtigen, de eenzijdige terbeschikkingstellingsprocedure opschort. Dat geeft die laatste en het Gewest alle kansen om de meest geschikte oplossing te vinden.

Er moet evenwel een maximumtermijn worden voorzien om te vermijden dat het beroep tegen deze procedure de actie van het Gewest voor onbepaalde duur lamlegt. Deze termijn volstaat wel om te zorgen voor serene onderhandelingen en kan indien nodig worden verlengd. In dat opzicht wordt de termijn van zestig dagen aangepast. Hij kan in elk geval in onderlinge overeenstemming worden verlengd.

Article 7.

Door een termijn vast te leggen waarbinnen de Regering over het wel of niet occasioneel openstellen voor het publiek moet beslissen, kan worden vermeden dat de eigenaar / houders van zinvolle rechten voor een te lange periode in onzekerheid over het goed verkeert/verkeren.

De betrokken persoon/personen kan/kunnen tijdens de hoorzitting alle elementen naar voren brengen die ze nodig achten om aan de Regering mee te delen, vooral omdat er van een voorontwerp van besluit kennis zal worden gegeven, ongeacht het feit of er al dan niet een hoorzitting wordt aangevraagd. Als uit deze hoorzitting, na gepaste controles, wordt vastgesteld dat de occasionele opening voor het publiek objectief gezien onmogelijk is, zal de Regering daar rekening mee houden en de procedure beëindigen.

Overeenkomstig de eisen van het legaliteitsbeginsel zullen de essentiële onderdelen van de modaliteiten van de occasionele opening voor het publiek, die door de Regering zullen worden vastgelegd, door de ontwerpordonnantie worden bepaald.

In dat opzicht voorziet de ordonnantie dat het besluit de organisatie- en infrastructuurmodaliteiten voor de toegang en het bezoek van het goed bepaalt. Deze modaliteiten kunnen ook betrekking hebben op de voorwaarden voor de toegang van het publiek en het verloop van de bezoeken. Het besluit moet namelijk de toegang en het verloop van de bezoeken omkaderen, met name door beperkingen voor de bezoekers op te leggen. Deze beperkingen zijn gerechtvaardigd door de noodzaak om zowel het goed als derden te beschermen. Deze beperkingen kunnen via verschillende maatregelen tot stand komen, bijvoorbeeld door geen toegang met tassen, maskers, telefoons of fototoestellen toe te staan, door eten en/of drinken tijdens het bezoek te verbieden, enz. Deze ordonnantie biedt daarvoor zo ook voldoende wettelijke basis.

Zoals uiteengezet in punt III.2 wordt een tijdelijke dubbele limiet vastgelegd: enerzijds kan het besluit niet langer dan vijf jaar gevolgen hebben, tenzij in geval van hernieuwing, en anderzijds wordt de occasionele opening voor het publiek ten hoogste vijftien dagen per jaar opgelegd.

Het verplichte karakter van het terbeschikkingbestellingsbesluit vanaf de kennisgeving aan de betrokken personen beoogt te voorkomen dat de termijnen van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad en van inwerkingtreding gebruikt worden om de gevolgen van het terbeschikkingbestellingsbesluit te omzeilen.

Article 8.

De eigenaar van het goed ontvangt al een tussenkomst van het Gewest in sommige kosten voor de instandhouding van het goed omdat hij/zij de gevolgen van de bescherming geniet. Om te vermijden dat deze bepaling nutteloos wordt, moet het principe van een bijkomende tussenkomst worden voorzien. Dat is ook logisch aangezien de occasionele opening voor het publiek in principe meer kosten dan de bescherming met zich meebrengt.

Paragraaf 3 is gerechtvaardigd doordat het Gewest de identiteit van een nieuwe eigenaar van het goed / rechtenhouders moet bepalen om de ontwerpordonnantie te kunnen toepassen. De koper moet ook worden ingelicht over de occasionele opening voor het publiek van het goed en over de modaliteiten ervan, gelet op de gevolgen daarvan voor het goed dat hij/zij plant te verwerven. Deze omstandigheden rechtvaardigen dat de overeenkomst die deze bepaling niet naleeft van rechtswege nietig wordt verklaard.

Article 9.

De verlenging van de occasionele opening voor het publiek kan in onderlinge overeenstemming met de rechtenhouder van het goed of eenzijdig door de Regering worden vastgelegd.

In het tweede geval zijn de modaliteiten dezelfde als de oorspronkelijke procedure tot occasionele opening voor het publiek.

Article 10.

Er kan niet worden uitgesloten dat de occasionele opening voor het publiek van het goed door omstandigheden onmogelijk wordt of zonder gevolg blijft. Het goed zou bijvoorbeeld volledig of gedeeltelijk kunnen worden vernietigd of de terbeschikkingstelling zou niet meer aan de nodige veiligheidseisen kunnen voldoen.

In dergelijke situaties beëindigt de Regering de occasionele opening voor het publiek van het goed.

Article 11.

Om de in punt III.5 genoemde redenen worden de inbreuken op de bepalingen van deze ordonnantie gesanctioneerd met administratieve boetes.

Zoals uiteengezet worden er al strafbare feiten voorzien in het BWRO. Die zijn dus al van toepassing op de door de ontwerpordonnantie bedoelde goederen. Overlapping met die bepalingen moet dus worden vermeden en enkel de handelingen die niet onder het toepassingsgebied van het BWRO vallen, mogen worden bedoeld. Ook daarom wordt voorzien dat de door de ontwerpordonnantie voorziene sanctieprocedure enkel van toepassing is als de, strafrechtelijke of administratieve, sancties die door het BWRO worden voorzien niet van toepassing zijn.

De in 1° bedoelde inbreuk omvat, niet-limitatief, het gebruik van de delen van het goed die ter beschikking worden gesteld van het publiek, tijdens de terbeschikkingstellingsperiode, of de weigering om naar behoren gemachtigde personeelsleden van het Bestuur toegang te geven tot het goed in het kader van het in artikel 5 voorziene bezoek.

Article 12.

Krachtens artikel 15 van de Grondwet zijn huisbezoeken enkel mogelijk in de door de wet voorziene gevallen en in de vorm die zij voorschrijft.

Artikel 1, tweede lid, 3° van de wet van 7 juni 1969 tot vaststelling van de tijd gedurende welke geen opsporing ten huize of huiszoeking mag worden verricht, voorziet dat

Huisbezoeken zijn altijd mogelijk, zonder mandaat en zowel overdag als 's nachts, als de persoon die het werkelijke genot ervan heeft zijn/haar voorafgaande schriftelijke toestemming geeft²⁴. De vaststellende ambtenaren die de huisbezoeken zonder mandaat uitvoeren moeten deze modaliteiten naleven. Indien niet moet een mandaat worden verkregen.

Article 13.

Dit artikel vereist geen bijzondere commentaar.

Article 14.

De procedure van administratieve geldboete is geïnspireerd op procedures die zijn opgericht door het BWRO en de voornoemde ordonnantie van 25 april 2019.

Via het bereik van boetes dat door de sanctionerend ambtenaar mag worden opgelegd, kan die laatste de specifieke omstandigheden per geval beoordelen en ervoor zorgen dat de opgelegde boete een ontradend karakter heeft.

Article 15.

Dit artikel vereist geen bijzondere commentaar.

Article 16.

De tegenstrijdige procedure wordt ingesteld door de sanctionerend ambtenaar, die de overtreder inlicht over de hem verweten inbreuken en de opgelegde sancties. De sanctionerend ambtenaar geeft ook aan welke elementen in aanmerking werden genomen om het bedrag van de eventuele boete te bepalen.

De overtreder wordt uitgenodigd om zijn opmerkingen, schriftelijk of mondeling, mee te delen voordat de sanctionerend ambtenaar zijn beslissing doorvoert. Hij kan het voor hem geopende dossier raadplegen en zich laten bijstaan door een advocaat.

De termijn van dertig dagen lijkt voldoende om de verdediging van de overtreder voor te bereiden.

Article 17.

Met het oog op doeltreffende sancties kan de beslissing van de sanctionerend ambtenaar verschillende vormen aannemen. Zo kan hij de beslissing nemen die hij het meest geschikt acht in de concrete omstandigheden van een bepaald geval.

²⁴ Artikel 1, tweede lid, 3°, van de wet van 7 juni 1969 tot vaststelling van de tijd gedurende welke geen opsporing ten huize of huiszoeking mag worden verricht; Cass., 3 december 1996, P960257N.

Zo wordt voorzien om rekening te houden met de positieve houding van de overtreder, na instelling van de procedure van administratieve geldboete, om de beslissing te bepalen. Deze houding kan ook in aanmerking worden genomen om eventuele verzachtende omstandigheden te bepalen.

Article 18.

Dit artikel vereist geen bijzondere commentaar.

Article 19.

Dit artikel vereist geen bijzondere commentaar.

Article 20.

Er wordt voorzien in delegaties aan bepaalde ambtenaren. Deze ambtenaren worden door de Regering aangeduid. Ze zijn gerechtvaardigd vanuit een invalshoek van doeltreffendheid en hebben betrekking op opdrachten waarvan de essentiële onderdelen in de ontwerpordonnantie zijn vastgelegd.

Er worden met name administratieve sancties ingevoerd, wat de aanduiding van een sanctionerend ambtenaar inhoudt waarvan de regels van onverenigbaarheid en belangenconflicten door de Regering worden bepaald.

Article 21.

Dit artikel vereist geen bijzondere commentaar.



Sven GATZ